

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 544 — mercredi 28 juin 1972 — 2 F

**LE
SYNDICALISME
A
L'ÉPREUVE**



L'esprit des Guions

BILAN DE LA SOUSCRIPTION AU 24 JUIN 1972

Ain	530	Mayenne	296
Aisne	360	Meuse	130
Allier	233	Meurthe-et-Moselle	1.200
Alpes-Maritimes	895	Morbihan	195
Ardèche	760	Moselle	750
Ardennes	160	Nièvre	267
Ariège	420	Nord	695
Aube	320	Oise	330
Aude	485	Orne	381
Aveyron	615	Pas-de-Calais	822
Bouches-du-Rhône	266	Puy-de-Dôme	1.479
Calvados	190	Pyrénées-Atlantiques	1.075
Cantal	105	Hautes-Pyrénées	120
Charente	50	Pyrénées-Orientales	440
Charente-Maritime	700	Bas-Rhin	290
Cher	10	Haut-Rhin	880
Corrèze	1.030	Rhône	1.600
Corse	220	Haute-Saône	140
Côte-d'Or	832	Saône-et-Loire	1.402
Côtes-du-Nord	355	Sarthe	885
Creuse	190	Savoie	570
Dordogne	935	Haute-Savoie	1.260
Doubs	2.582	Seine-Maritime	1.365
Drôme	977	Seine-et-Marne	910
Eure	346	Deux-Sèvres	10
Finistère	1.828	Somme	430
Gard	684	Tarn	400
Haute-Garonne	1.260	Tarn-et-Garonne	214
Gers	85	Var	430
Gironde	775	Vaucluse	150
Hérault	620	Vendée	220
Ille-et-Vilaine	1.290	Vienne	210
Indre-et-Loire	605	Haute-Vienne	570
Isère	1.625	Vosges	140
Jura	1.145	Yonne	688
Loir-et-Cher	270	Belfort	300
Loire	990	Etrangers	260
Haute-Loire	50	Anonymes	65
Loire-Atlantique	925	Paris	5.134
Loiret	120	Yvelines	1.639
Lot	50	Essonne	2.650
Lot-et-Garonne	10	Hauts-de-Seine	3.500
Maine-et-Loire	714	Seine-Saint-Denis	2.395
Manche	180	Val-de-Marne	2.034
Marne	1.250	Val-d'Oise	1.293
Haute-Marne	882	Total	68.885

De Jésus à Mao, l'expérience montre que la retraite dans la montagne a toujours été propice à la réflexion et qu'elle prélude souvent aux luttes victorieuses...

Bien sûr, en proposant d'organiser cette année encore deux stages de formation militante dans les Alpes de Haute-Provence, la Commission formation ne prétend s'assimiler ni à l'un ni à l'autre (encore que chacun ait son idée là-dessus...), mais il faut avouer qu'elle fait preuve d'un robuste optimisme en résistant aux tentations des docteurs tant pis. Heureusement certains se souviennent encore que l'an passé au hameau des Guions, dans des circonstances déjà difficiles, nous avons fait la démonstration qu'il est toujours possible et fructueux de débattre ensemble.

Voilà bientôt quatre ans que nous nous battons pour que ce parti mette en œuvre dans l'analyse et la conduite de ses luttes quotidiennes, les éléments de l'analyse marxiste. Quand bien même chacun serait (mais est-ce bien le cas?) convaincu de l'utilité d'un tel objectif, la tâche serait encore immense. Pourtant, multipliant les stages avec des bonheurs divers, nous avons peu à peu tiré parti de nos erreurs et de nos échecs. L'an passé en particulier, aux Guions, un pas important a été fait, par l'ébauche d'une méthode de travail qui donne la priorité à l'expression des camarades qui ont l'expérience des luttes sur ceux qui ont l'habitude des discours. C'est dans cette voie qu'il nous faut progresser.

Jamais, en effet, en dépit de tous nos efforts, le décalage n'a été aussi grand entre la pratique militante et la réflexion théorique. De là l'aspect souvent artificiel et vain de maintes délibérations de conseil ou de congrès.

Recoller pratique et théorie voilà la tâche ambitieuse que nous nous fixons. Il est évident que nous n'y parviendrons pas en deux stages ni en dix-sept, et que le succès en la matière

implique la détermination collective du parti et de sa direction.

Une telle entreprise suppose en tout cas que nous nous fixions un minimum de règles. L'accord est quasiment total sur au moins deux d'entre elles.

1) Comme l'an passé, il nous faudra rompre avec l'universitarisme, refuser l'exposé magistral que chacun écoute sagement avec respect (ou ennui) avant d'aller l'illustrer par quelques petits travaux pratiques.

Nous partirons de la réflexion en groupes véritablement collectifs, ce qui suppose deux choses : d'abord que tous les camarades qui viennent à ce stage soient de vrais militants. Ensuite, qu'il n'y ait pas de statut privilégié pour certains d'entre eux. Participer à un stage de ce genre, quand on se bat pour une société autogérée, ça signifie qu'on joue vraiment le jeu, que chacun accepte de se remettre en cause et intervient comme militant responsable pour persuader ses camarades.

2) La deuxième condition à remplir pour que ces stages soient utiles, c'est qu'ils posent en toute clarté les véritables problèmes auxquels le parti tout entier est confronté. Nous partirons pour ça de l'analyse des grandes luttes vécues collectivement au cours des derniers mois par les militants du parti, non pas pour les reconstituer comme dans une réunion d'anciens combattants, mais pour en tirer toutes les leçons nécessaires, sur les formes mêmes de nos luttes et les perspectives de notre stratégie. C'est à partir de là que nous nous poserons concrètement le problème des bases sociales du mouvement révolutionnaire, de ses formes d'organisation et que nous discuterons valablement des principaux éléments de la stratégie actuelle du PSU (programme, perspectives électorales), et que nous contribuerons, modestement peut-être, à faire progresser le débat politique.

F. DALBERT. ■

- 10 F par militant pour « T.S. ».
 - 1 abonné nouveau par militant.
 - 1 point de vente militant par section.
- Versements à « T.S. » - C.C.P. Paris 58-26-65
avec mention « souscription T.S. »

tribune
PSU
socialiste

Directeur politique :

Christian Guarche

Directeur adjoint :

Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guarche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Veillant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

points de repère

Grève au lycée de Chelles

Le renvoi par le conseil de discipline de l'élève Pierre Place a provoqué au lycée de Chelles une grève de neuf jours. Cette grève n'avait pas seulement pour but la réintégration d'un camarade exclu, mais aussi la remise en question de tout un système d'éducation. C'est dans cette optique que se sont formées des commissions où élèves du CET et lycéens, qui jusqu'alors n'avaient eu aucun contact, se sont rapprochés. Petit à petit, les lycéens ont pris conscience de la répression qui existait au CET (système de colles, sélection, etc.). Ils ont compris aussi que cette différence n'était pas due au hasard, car les élèves du CET sont de futurs exploités et ils doivent dès maintenant se soumettre à une forte discipline pour devenir de bons ouvriers, tandis que les lycéens sont en principe de futurs ingénieurs, de futurs cadres, et qu'ils ont droit à une discipline plus libérale.

Nous avons donc élaboré des revendications pour lutter contre la répression sexuelle, morale et intellectuelle. Mais en fait ces revendications n'étaient pas un but en elles-mêmes ; ce qui importait avant tout, c'était la sensibilisation des élèves et leur prise de conscience.

Cependant nous nous sommes heurtés

à l'administration qui a envoyé des mots d'absence aux familles et a ainsi donné libre cours à la répression des parents, en général hostiles à la grève : quelques-uns de nos camarades ont été retirés de l'établissement, un élève a été battu par son père à l'intérieur même du lycée, beaucoup ont été menacés et disputés. Nous avons aussi eu des contacts difficiles avec les professeurs : l'accès de leur salle nous était refusé, la discussion était pour ainsi dire nulle, ils ont seulement accepté les revendications qui figuraient sur leur propre plate-forme, ne se rendant pas compte que tout ne formait qu'un bloc et qu'on ne pouvait que tout accepter ou tout refuser. Dans l'ensemble, la grève a été suivie par une grande partie des élèves du CET, de première et de seconde. Les élèves de terminale, obsédés par le bac, ont très peu participé. Au cours de cette grève nous avons contacté d'autres lycées et CET qui ont été solidaires (les lycées de Meaux et de Vincennes, le CET de Gagny). Cette grève a été fructueuse dans la mesure où le lycée de Chelles, d'habitude si passif, s'est réveillé un peu ; elle a permis une prise de conscience, un rapprochement entre CET et lycée, et le renforcement du comité de lutte, déjà constitué avant la grève.

PROPOSER UNE STRATÉGIE UNIFIANTE

ALAIN RANNOU

Il est clair, après le 23 juin, qu'une majorité de travailleurs n'est pas près de suivre n'importe quel mot d'ordre ni de se rallier à n'importe quelle stratégie. Si cette journée ne fut pas un échec pour les deux centrales ouvrières françaises, ce ne fut pas non plus, tant s'en faut, un succès probant.

La nature des forces présentes à la manifestation de Paris le démontre clairement. La présence massive des employés communaux, déplacés par cars, de toutes les municipalités où le P.C.F. est hégémonique, les délégations nombreuses des hôpitaux et de l'administration ne sauraient compenser l'absence de branches entières comme la chimie (représentée principalement par une petite délégation de Roussel UCLAF) ou la présence pour le moins symbolique de la métallurgie (Renault n'a pas participé au mouvement ni aucune autre grosse entreprise métallurgique de la région parisienne). D'autre part, la faiblesse de la représentation CFDT est un signe concernant les contradictions internes de cette centrale. Nous constatons qu'elle n'était principalement présente qu'au niveau des banderoles unitaires, sans force militante conséquente, autre qu'un petit groupe qui se faisait notamment remarquer par la différenciation des mots d'ordre mis en avant. Alors que les forces CGT en passant rue Lafayette clamaient « Vive la CGT », « Adhérez à la CGT », « 1.000 F mini-60 ans maxi », les militants CFDT mettaient en avant « 1.000 F tout de suite, augmentation uniforme pour tous. » Cela signifie que deux stratégies sont en présence et qu'elles ne semblent pas conciliables autrement que par l'expression d'une volonté commune d'agir, qui ne se retrouve ni dans les mêmes propositions de luttes, ni dans les mêmes mots d'ordre. L'une est principalement axée sur les luttes à la base, décidées par les travailleurs en tentant d'établir leur jonction au niveau national par le soutien et l'extension aux secteurs non touchés. L'autre est une centralisation de la volonté de combattre en la canalisant vers des journées d'action sans lendemain.

Tout cela a déjà été dit dans « TS » et il est inutile de le redévelopper. Ce qui est vrai, c'est que ces deux stratégies sont contradictoires.

Faute d'avoir choisi clairement, faute de n'avoir pas proposé suffisamment tôt une stratégie unifiante à partir des décisions des travailleurs, les dirigeants confédéraux CFDT ont pris un risque. Une aile de cette centrale risquait de suivre la CGT après le 7 juin parce qu'elle n'avait pas d'autre proposition, et que sa volonté d'agir était grande.

L'autre pouvait se couper de la confédération par refus d'un accord ambigu qui ne répondait pas réellement à la situation.

Le risque d'être débordée

Le conflit né entre les fédérations CGT et CFDT du commerce, du papier carton, de la chimie, de la métallurgie, montre que l'accord n'était pas de nature à répondre à l'attente de bon nombre de ses militants.

Il ne s'agit pas de jeter la pierre à quiconque mais d'essayer de comprendre ce qui s'est passé.

Tout d'abord, la CGT après l'action du 7, n'était pas prête à lancer un mouvement de grande envergure. Elle risquait d'être débordée dans un certain nombre de secteurs par les

militants CFDT sur les thèmes qu'ils mettaient en avant (assemblée de décision du personnel, lutte anti-hiérarchique, etc.) et surtout, elle ne tenait pas, qu'à partir de cette action, un certain nombre de luttes, dures, démarrent comme à Hutchinson (grève illimitée à partir du 7 juin). La période de pré-vacances dans laquelle nous sommes, la favorisait.

C'est sans doute une des erreurs du bureau confédéral CFDT qui, misant sur les 2 heures d'assemblée du personnel, pour développer l'action et déborder la CGT, n'a pas tenu suffisamment compte de la période de fin juin, ni évalué à sa juste valeur, le rapport des forces, et la capacité de blocage de la CGT.

Le deuxième point, à mon avis le plus important, est que la CFDT en tout état de cause, ne pouvait répondre seule, au type de situation dans lequel nous sommes.

La hiérarchie est mise en cause ; les travailleurs immigrés dans leurs luttes contre leurs conditions de vie, d'habitat, de travail, de salaire, cherchent à retrouver une dignité humaine. Les femmes de Thionville ne veulent plus être considérées comme une couche dépendante du « sexe dit fort ». Elles refusent de concevoir leur rémunération comme un salaire d'appoint ; les jeunes refusent d'être des surexploités de la société et de n'avoir que le droit de se taire. Tout cela ne peut trouver de solution dans le seul cadre syndical. Car c'est la nature de la société dans laquelle nous vivons qu'ils remettent directement en cause, et c'est en terme politique que la réponse doit être apportée.

L'alternative socialiste

Ce n'est pas un accord dit de gouvernement entre le PC et le PS, afin de préserver l'apparence unitaire pour les prochaines législatives qui permettra de résoudre d'une quelconque manière les problèmes posés par l'exploitation capitaliste. A aucun moment il ne remettra fondamentalement en cause la nature même du système économique. Il se contente de vouloir changer les hommes, dans un appareil d'Etat, qui restera le même. Voulant briser le système d'exploitation, proposant une alternative clairement socialiste, le mouvement révolutionnaire est le seul susceptible de répondre aux problèmes posés par la classe ouvrière et l'ensemble des exploités. Ce qu'il faut, c'est une stratégie à mettre en avant. La division actuelle, sa tendance à la groupuscularisation par sectarisme de pensée, fait que globalement il n'a pas apporté de réponse en terme de prise du pouvoir par les travailleurs, en tenant compte du poids considérable de l'influence réformiste dans la classe ouvrière. L'analyse des couches sociales, faite par le mouvement maoïste, le conduit à agir uniquement vers les couches les plus exploitées et les plus opprimées du prolétariat, permettant ainsi les conditions de l'apparition d'une révolte, sans permettre à l'ensemble de la classe ouvrière, de se présenter en force crédible de remplacement de la bourgeoisie ne lui permettant pas de résoudre les contradictions qui existent en son sein.

Le mouvement trotskyste reste dans une problématique organisationnelle. Il propose comme objectif la création du parti révolutionnaire avant-garde des masses, sans dire si cette avant-garde va vers le pouvoir pour le gar-

der, ou le détruire au profit du pouvoir des travailleurs. Il n'avance pas les solutions pour rompre avec la coupure entre luttes sociales et luttes politiques introduite par le mouvement stalinien.

Le vrai problème aujourd'hui posé par les luttes menées et par l'incapacité de répondre des forces réformistes en terme d'alternative socialiste est la possibilité de définir une pratique et des formes d'organisations permettant aux travailleurs de surmonter eux-mêmes leurs contradictions, d'établir la fonction de leur lutte et leur extension. C'est le sens du développement de notre campagne pour l'unité populaire, c'est le sens des AOP circonstanciées et des comités d'initiative populaires et c'est pour cela que nous avons mis en avant un certain nombre de mots d'ordre : les assemblées ouvrières dans lesquelles les

travailleurs prennent eux-mêmes leurs décisions, la revendication des 1.000 F qui répond au souci de permettre la survie des couches surexploitées, mais aussi qui remet en cause fondamentalement par sa nature l'ordre hiérarchique établi, le statut unique de l'OS à l'ingénieur afin de poser le problème du dépassement des contradictions internes du mouvement ouvrier.

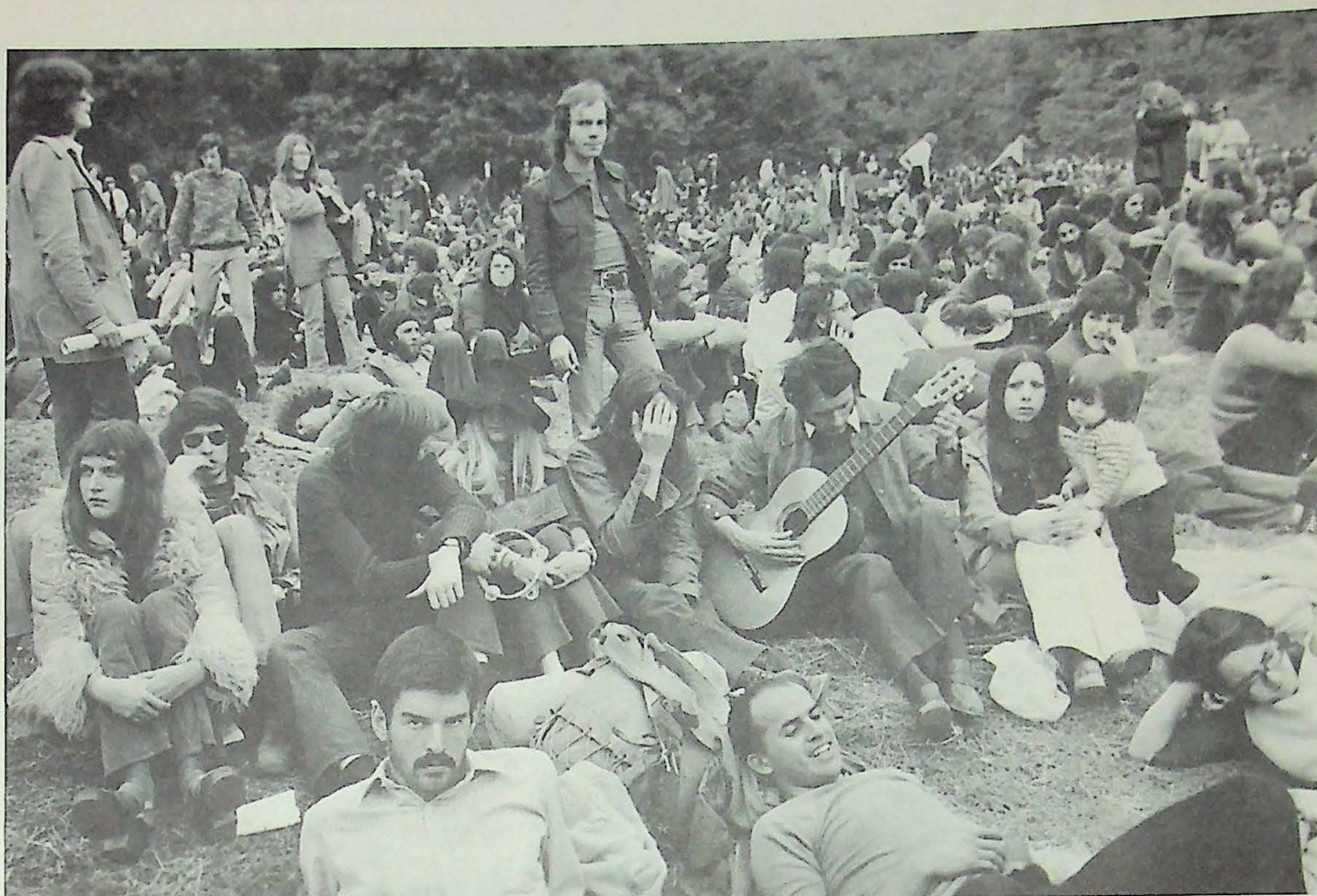
C'est de la capacité de celui-ci tout entier à aborder le débat sur le fond des problèmes posés, c'est de sa capacité à prendre en main sa destinée que dépend l'issue de la lutte engagée.

Le problème est urgent, mais parce qu'il est urgent et difficile, nous saurons nous hâter lentement, car nous savons que les simplifications hâtives ne font que retarder la victoire du prolétariat.

sommaire

4. Fête à Bièvres.
5. François Soulage : La mairie, qu'est-ce que c'est ?
6. Michel Camouis : Informer les travailleurs.
7. Le conflit Neyrpic à Grenoble.
8. Assemblée ouvriers - paysans au Joint Français.
9. La grève du lait en Bretagne et dans la région du Rhône.
10. La CGT à Penarroya.
11. François Jyr : Le sens d'une victoire.
12. Le PCF à Aulnay-sous-Bois. Les menaces de Chalandon.
13. Jean Néko : Contre tous les Mururoa.
14. Théâtre : 1793. Sauvons le théâtre de la Carriera. Note de lecture.
15. Thierry Morus : Robert Kennedy a-t-il un successeur ?
16. Comment Whitelaw voit la paix. Un catholique de Belfast témoigne.

BIEVRES 72



L. Itte Kagan

Nous étions plus de 30.000

Vendredi matin à 8 h sur le terrain de Bièvres, les militants qui depuis trois mois préparaient la fête populaire, étaient inquiets...

Préparation difficile, problèmes inévitables résolus ou non, pour ces militants organisés ou non au PSU ou dans un groupe politique. La question du succès était posée.

Il y avait certes eu des annonces dans « Charlie Hebdo », « TS », au Pop Club, Europe N° 1, mais de nombreux journaux avaient refusé de passer les démentis concernant la non-venue des Pink Floyd ou des Soft Machine. En effet, prévue au départ de manière gigantesque, la fête avait été ramenée à de plus justes proportions. Dans « TS » de la semaine dernière, on escomptait 2000 à 3000 personnes... prévisions un peu trop justes... Les 2000 à 3000 personnes étaient sur place dès vendredi après-midi, campant, sac de couchage à la main.

A 8 heures du soir, ils étaient déjà près de 8000. La gageure commençait à prendre consistance.

Il fallait maintenant gagner la bataille de la musique, c'est-à-dire réussir à tenir pendant trois jours avec de la musique, des groupes souvent peu connus.

Bataille difficile puisque nombreux étaient ceux qui en cette première journée étaient venus assister en consommateurs à un grand festival pop et qui se retrouvaient déçus devant l'absence de ces groupes.

Le talent des orchestres (Pendule, Petit Orchestre Rouge), l'ingéniosité des organisateurs, le cadre naturel superbe dans lequel se dé-

roulait la fête firent que ce ne fut pas la débâcle possible.

Certes, le public fut exigeant, certes de nombreux jeunes, arrivés parfois de fort loin rentrèrent déçus le samedi matin, mais plus de 3000 restèrent sur place démontrant ainsi que la fête peut être autant un esprit qu'une addition de noms prestigieux.

Samedi, ce fut la ruée, le terme n'est pas trop fort. A midi, on atteignait plus de 10.000 personnes. La pelouse du Centre socio-culturel de la Roche-Dieu, entourée par les forêts, se couvrait peu à peu de grappes humaines et lorsque la breux feux de camp, le spectacle de 15.000 personnes réunies sur le terrain qui applaudissaient les différents groupes pop.

Toute la nuit, éclairé par de nombreux feux de camp, le spectacle allait se poursuivre : groupes pop, chanteurs, projections lumineuses (Nuance, Barricade II).

A 7 h 30 du matin, quelques participants à moitié endormis au milieu des sacs de couchage finissaient d'applaudir le dernier orchestre. Malgré des départs, 7000 à 8000 personnes formaient pour une bonne part le public du dimanche après-midi.

Ainsi donc, au milieu des allées et venues, c'est plus de 30.000 personnes qui se sont succédé sur le terrain.

Par là même, ce chiffre est un succès, significatif de l'audience rencontrée parmi les jeunes par la fête populaire.

Bièvres 72, c'est aussi un creuset très composite : « marginaux » habitués à tous les festivals de

« Wight à Woodstock », jeunes de la région venus à « l'attraction » locale, et militants politiques, notamment du PSU venus à ce festival après les diverses annonces de « Tribune Socialiste ».

En soutenant activement cette fête, le PSU visait un double objectif : — faire découvrir et connaître à des centaines de militants politiques souvent confinés à des cadres étroits, l'existence et la réalité du courant « marginal » que sont ces milliers de jeunes qui traduisent leur dégoût de la société et leur besoin de liberté en se gavant de pop music et aussi quelquefois... de drogue.

— permettre à ces « marginaux » et aussi aux milliers de jeunes venus vibrer aux accents de la pop music de voir de leur côté que les militants des organisations politiques ne sont pas des bêtes curieuses distributrices de tracts et de boniments, mais que la politique consiste à faire que la prise en charge de la vie de tous les jours soit réalisée par les gens eux-mêmes.

Pour permettre ces fusions de corps apparemment étrangers, en même temps que le podium, divers stands de groupes politiques comme de journaux révolutionnaires avaient été installés sur une partie du terrain. Cette tentative de fusion a permis de réaliser une certaine avancée dans ce domaine.

Si les stands des groupes politiques furent quelque peu fréquentés, ce fut surtout par les militants des divers groupuscules et les gauchistes inorganisés.

Quant aux stands, compte tenu du fait qu'aucune pancarte, qu'aucun signe ne signalait le processus d'organisation de la fête (militants politiques ou autres), ils apparaissaient quelque peu comme plaqués et placés sur le même plan que la vente de saucisses ou d'objets divers.

Une des leçons à tirer de la fête est donc de poser, à l'avenir, de manière plus claire les problèmes de la présence politique dans une fête de ce type. Il y eut, cependant un moment important et significatif. Samedi soir, ensemble, Joshua Johnson, déserteur de l'armée US, et Maxime Le Forestier firent faire une minute de silence à l'ensemble des participants contre les expériences atomiques françaises.

Mis à part ce problème, la réunion de plus de 30.000 jeunes autour de la pop music est un événement considérable. Le sous-estimer, le minimiser signifierait passer sous silence toute une partie du mouvement de la jeunesse.

Le PSU, même s'il est loin de partager tout seul les lauriers, a participé selon ses possibilités à cette fête.

Cette participation avait pour première signification de montrer qu'un parti politique est capable de comprendre la politique sans œillères. La fête de Bièvres est un premier pas dans cette compréhension.

Il faudra en tirer tout le bilan pour que dans ce domaine, là aussi... ce ne soit qu'un début.

Jean-Louis AUDUC
Jean VERGER
Basile VOLOKHINE.

La mairie qu'est-ce que c'est ?

FRANÇOIS SOULAGE

Conquérir une mairie, qu'est-ce que cela veut dire ? Est-il possible de développer la contestation, quand on est à l'intérieur d'une municipalité ?

Les limites se découvrent dès qu'on fait le bilan de ce qu'il est possible d'obtenir par le moyen d'une municipalité.

Cela a fait l'objet d'une rencontre nationale des groupes d'action municipale qui a eu lieu à Chenave (Côte-d'Or) les 13 et 14 mai derniers. « Un an après les municipales ».

Un décalage entre les GAM à la mairie et ceux qui n'y sont pas (pas encore ?), un décalage entre GAM majoritaires et minoritaires, cela n'est pas nouveau, mais ne peut manquer de poser des questions.

Y a-t-on répondu à Chenave ? Était-il d'ailleurs possible d'y répondre avec des militants venus d'horizons aussi divers ? (un an depuis mars 1971).

Et, bien curieusement, on sort de cette rencontre nanti de vraies questions, et les débats ont surtout cherché par quels moyens on peut y répondre, sans vouloir à tout prix apporter une réponse.

Quelles sont donc ces questions, auxquelles après tout, les élus du PSU sont confrontés ?

La maîtrise de la municipalité sur les terrains à bâtir, donne-t-elle un pouvoir réel à ceux qui la possèdent ? Les séances du conseil municipal, ouvertes au public, les décisions prises avec la participation des habitants, changent-elles les rapports avec les pouvoirs publics ?

Le soutien à la lutte des travailleurs, est-ce seulement aider les syndicats en leur accordant des salles à la mairie ?

Il n'a pas été beaucoup question de la grève du Joint Français. Et pourtant, la prise de position de la municipalité de Saint-Brieuc, a bien permis de renverser définitivement le rapport de forces. Mais cela implique un engagement total aux côtés d'une fraction de la population, les travailleurs, contre tous les défenseurs du patronat et de la bourgeoisie.

Alors il ne peut plus y avoir un citoyen, mais un travailleur engagé dans la lutte de classes.

Or il n'a pas été question de cela à Chenave, au contraire à certains moments on a ressenti la tentation de l'élus, de demeurer celui de toute la population, toutes classes confondues.

Les militants les plus avancés, heureusement très présents, n'oublient pas ces carences, mais expliquent que la vocation des GAM est d'assurer une politisation progressive des militants engagés, à partir d'une base et d'une conscience de classe très faible, et avec des militants peu engagés dans les luttes auparavant.

Si cela est vrai, nous sommes en face d'une interrogation très importante. Le parti politique doit-il continuer d'exister ?

Je sais bien que le terme « parti politique » rebute un grand nombre de personnes, mais doit-on pour autant le mettre dans sa poche ?

Il donne de la vie politique une image bien figée. Le parti donne trop souvent l'impression de détenir « la vérité » et de vouloir s'accaparer tous les résultats de la lutte, pour faire grossir sa propre boutique.

En fait tous les mouvements révolutionnaires et surtout le PSU, ont choisi la stratégie de « politisation des luttes », pour faire avancer la prise de conscience des travailleurs.

D'accord sur l'objectif, certains militants des GAM refusent cependant l'appartenance à un parti. Sans doute, dans l'immédiat ont-ils de fortes raisons. Mais pour pouvoir, un jour, poser en termes globaux l'existence de notre société, ils devront bien dépasser le cadre des GAM locaux.

Ils nous aideront, alors, à repenser ce que doit être un parti politique. La pratique au service de la théorie.

Certains GAM cependant sont encore loin de vouloir penser comme cela, et les difficultés avec eux nous paraissent inévitables.

Nous avons entendu bien des participants, notamment ceux d'Hérouville, affirmer qu'il fallait faire acquiescer une conscience politique à travers les luttes dans la ville. On ne peut que s'en féliciter, et regretter qu'au sein d'une telle assemblée, ce ne soit encore le langage que d'une minorité.

Pour un Hérouville, combien de GAM, ne savent pas très bien où ils en sont, à quoi ils travaillent, jusqu'où ils peuvent aller dans la voie très étroite entre la contestation et la gestion ? Combien s'engluent dans les activités... et y perdent leur foi révolutionnaire.

Ecole de la démocratie, foyer de contestation, pôle d'agitation, point d'appui tactique, les GAM ne savent pas très bien à quoi ça sert une mairie.

Mais pour découvrir comment on peut se servir de cet instrument, vaut-il mieux être dedans ou dehors ? Faut-il refuser de poser le problème, parce que la solution est difficile ?

Si on peut reconnaître aux GAM d'avoir posé le problème du « pouvoir municipal », si on peut dire qu'ils ont fait venir à l'action politique bon nombre de militants, notre responsabilité est d'apporter notre propre expérience, notre réflexion sur ce qu'est le pouvoir, mais aussi notre exigence d'une action révolutionnaire, hors des cadres que veut nous imposer le pouvoir de la bourgeoisie.

Les GAM peuvent-ils résister à une telle remise en cause des formes traditionnelles de l'action, par-delà les affirmations de l'appartenance au courant socialiste, pourront-ils s'insérer réellement dans le combat de la classe ouvrière ?

La chasse aux vautours est commencée

C'est de cette façon qu'un groupe de militants du P.S.U., de l'A.M.R. et d'Objectif Socialiste, avec des sympathisants, avaient invité les habitants d'Orsay-Gif le 18 juin.

Depuis plusieurs semaines déjà des camarades de la section se réunissaient avec l'A.M.R. et des inorganisés sensibilisés aux problèmes du Cadre de Vie. Ensemble, ils ont projeté une rencontre plus vaste à la faveur d'un pique-nique, dans une prairie proche du terrain où Balkany (un des vautours) va de nouveau se livrer à une de ces opérations immobilières dont il a le secret.

Deux cents personnes se sont retrouvées à midi ce dimanche. La discussion a porté sur la spéculation foncière, l'urbanisme sauvage... Une série de panneaux, faits par tous, expliquaient les mécanismes de la spéculation, la recherche du profit, la publicité mensongère qui fait vendre au plus haut prix les immeubles construits par les promoteurs.

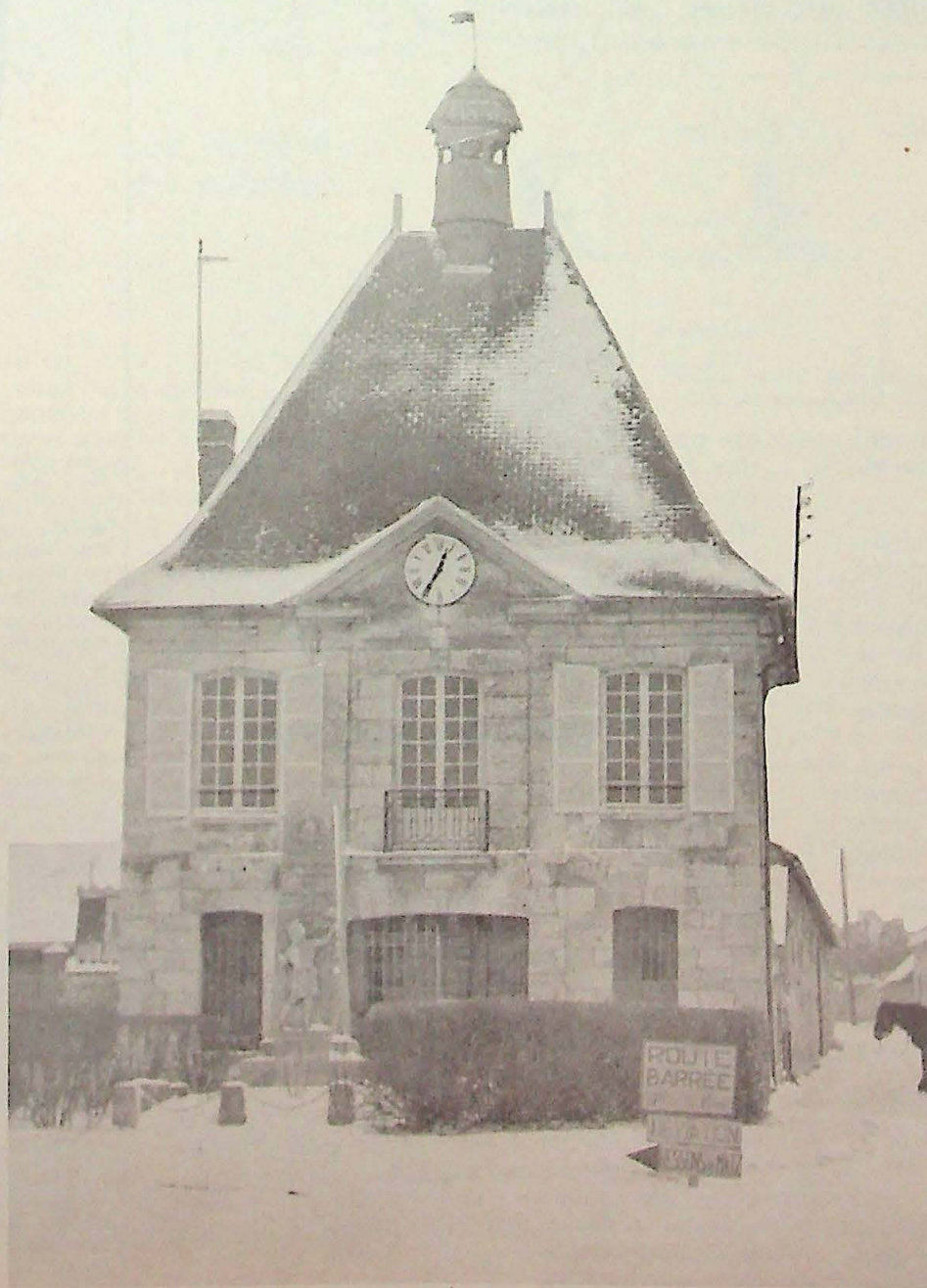
Le rôle des militants a été d'expliquer la nécessité du dépassement du cadre local, leur préoccupation est juste, certes, mais partout ailleurs il en va de même, et partout c'est important.

Montrer aussi que tout fait partie d'un système et que dans ce système, rien d'autre n'est possible ; on a aussi vu quelles formes d'action pouvaient être menées par la suite.

Le résultat de cette opération est multiple :

- les gens ont eu conscience qu'ensemble ils représentent une force ;
- les contacts pris sont solides ;
- tous sont décidés à se retrouver pour continuer à travailler ensemble et à aller plus loin.

— Balkany sait maintenant qu'il a devant lui, une force, prête à se battre, et que son face à face avec les notables locaux est dépassé.



Elie Kagan

INFORMER LES TRAVAILLEURS

MICHEL CAMOUIS

Après la journée nationale d'action du 23 juin menée par les confédérations CFDT et CGT, les militants révolutionnaires ont une tâche prioritaire : tout mettre en œuvre pour que les luttes sociales en cours, pour que la combativité latente des travailleurs ne soient pas freinées, étouffées, volontairement « oubliées ». Pourquoi ?

L'information bourgeoise a fait ce qu'il fallait pour que cette seconde période du mois de juin soit présentée comme un échec sur le plan social. Son analyse du 23 juin insiste sur le fait que « la vie du pays n'a pas été perturbée ». Slogan habituel qu'elle utilise dans les deux sens. Ce n'est pas nouveau de sa part.

Mais les deux confédérations ont une part de responsabilité dans cette affaire. L'accord au sommet n'a pas résisté à l'épreuve des luttes à la base. Là où l'implantation CGT est très dominante, l'accord s'est traduit par des débrayages classiques auxquels la CFDT s'est ralliée « pour ne pas casser l'unité », sans faire un travail de clarification du sens de l'unité. Là où la CFDT par contre est active (sans être forcément déterminante), des débats ont pu avoir partiellement lieu, dans des

tion légitime des travailleurs combatifs pour procéder à des règlements de compte sous forme de licenciements, de mutations. Le « printemps 1972 » a été suffisamment chaud pour que ce patronat ressente le besoin de prendre sa revanche. Plus que de la vigilance, les militants révolutionnaires doivent faire la preuve de leur souci d'informer sans cesse, de rompre l'isolement dans lequel on tente dans cette période d'enfermer une usine, un bureau en grève.

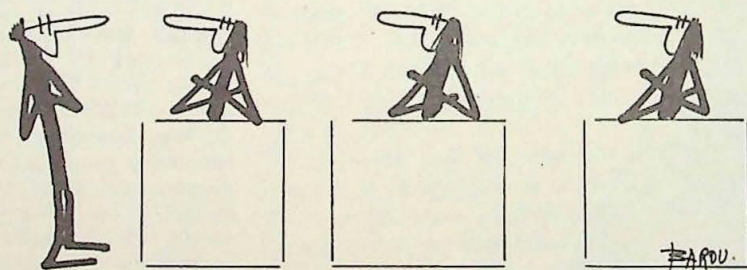
Dans cette manœuvre, le patronat rencontre un allié objectif : le réformisme, c'est-à-dire toutes les forces politiques ou syndicales qui posent le problème des élections législatives bourgeoises comme un moment extérieur à la lutte sociale. Ces forces, pour mener leur stratégie, ont besoin du calme social pour soit-disant rassurer la partie du peuple dominée par l'idéologie individualiste, possessive, peureuse, réactionnaire du capitalisme et de sa bourgeoisie.

Le mouvement révolutionnaire tient un tout autre langage : il ne veut pas « rassurer » avec des propositions qui reposent sur la flatterie électorale. Non, il veut convaincre que le sort de larges couches du peuple (pe-

syndicats mais aussi très souvent à l'extérieur, ont pris la tête de la lutte sociale et politique. Beaucoup l'ont payé cher (licenciements, mutations, etc.) mais chaque fois les militants révolutionnaires ont essayé de montrer que la défaite n'était que provisoire, qu'elle permettait de mieux comprendre les manœuvres du patronat et de ses complices qui, dans les conflits, apparaissent tels qu'ils sont, derrière les oripeaux de la « participation », de la « cogestion », du partage des responsabilités dans le travail.

A Thionville, à Clermont-Ferrand, à Chatelleraut, à Selongey, à Corbehem, à Dôle, à St-Etienne, à Lyon, des travailleurs et des travailleuses, rentrent à l'usine, au bureau, sur le chantier, sans avoir obtenu les victoires qu'ils espéraient, mais ils ont beaucoup appris dans les assemblées générales où ils décidaient eux-mêmes, collectivement, de la forme et du sens de leur lutte. Il importe qu'avec l'aide des militants révolutionnaires, dont ceux du PSU, cela se sache.

pas besoin de sortir de polytechnique pour fixer nous mêmes nos cadences



assemblées générales limitées bien souvent à des interventions des responsables syndicaux.

Les militants révolutionnaires doivent maintenant expliquer pourquoi un compromis confus au sommet ne pouvait que déboucher sur un relatif désintérêt des travailleurs. Ils doivent le faire d'autant plus impérativement que la période de vacances arrive. Bien entendu, il n'est pas question pour eux de s'engager dans un faux débat sur les vacances. Ils soutiennent et popularisent toutes les initiatives qui permettent au prolétariat, à l'ensemble du peuple exploité, de récupérer la force de travail que leur vole le capital. Récupérer ce qu'on vous vole : cela n'a jamais impliqué de faire des concessions avec le voleur. Les vacances sont une conquête qui doit s'étendre et aller plus loin dans la remise en cause de l'économie capitaliste, de la propriété privée des moyens de production, de l'organisation capitaliste hiérarchisée des salaires et du « commandement ».

Convaincre

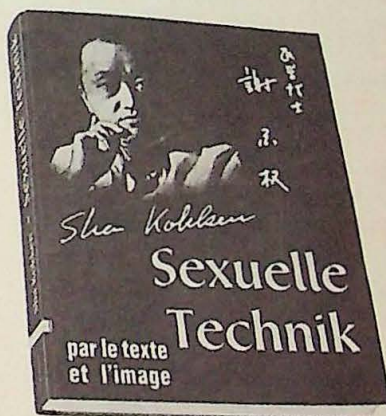
Mais les vacances sont aussi une bonne occasion pour le patronat de récupérer ce qu'il a dû concéder. Il profite de la démobilisa-

tits paysans, petits commerçants, employés, une partie des cadres productifs, étudiants, lycéens, etc.) est lié à celui des ouvriers des usines, à la lutte revendicative et politique qui ne trouve son débouché que dans la lutte de masse. L'unité populaire se fera par la jonction des luttes des uns et des autres. Poser en préalable le problème de « l'ordre », c'est refuser l'unité populaire.

Et apprendre

Malheureusement, les forces, les énergies des militants révolutionnaires ne sont pas illimitées. Nous ne pourrions pas donner toutes les explications, toutes les informations qu'il serait nécessaire de donner. Déjà, chaque jour apporte actuellement la révélation de conflits dans les usines, les ateliers, les bureaux, alors qu'ils sont terminés. Des luttes dures se sont menées, se mènent et se mèneront dans les semaines à venir dans l'anonymat le plus grand.

Elles ont trouvé leurs origines, certes dans la surexploitation à laquelle se livre le patronat (conditions de travail qui s'aggravent), mais pas seulement là : les grandes luttes sociales popularisées depuis quatre années par le mouvement révolutionnaire ont servi de point de mire. Des travailleurs, dans les



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

LE CONFLIT NEYRPIC A GRENOBLE

Les 97 manutentionnaires de NEYRPIC à Grenoble sont en grève illimitée depuis le 31 mai. Classés OS ou OP1, ils sont les plus mal payés de l'entreprise ; ils effectuent les travaux les plus pénibles.

Payés entre 950 F et 1.050 F base 40 heures, ils réclament une augmentation non hiérarchisée de 200 F par mois.

La situation à Neyrpic

L'absorption de NEYRPIC par le groupe ALSTHOM avait entraîné en 1963 malgré le large soutien populaire, le licenciement d'environ un millier d'ouvriers.

Le groupe ALSTHOM a imposé depuis une politique salariale qui amène les salaires de NEYRPIC à 20 ou 25 % en dessous des salaires pratiqués dans la métallurgie grenobloise.

La liaison ALSTHOM-CGE n'a fait que durcir cette politique patronale et entraîné une déqualification quasi-générale des salariés de l'entreprise.

La CGT est nettement majoritaire (71 % aux dernières élections de délégués dans le collège ouvrier) et exerce une influence déterminante sur les ouvriers. Mais en 1960-63 elle comptait un millier d'adhérents sur 2.000 ouvriers avec une direction large, Georges Boulloud étant alors soit secrétaire du syndicat, soit membre du bureau ; la pratique de l'assemblée générale des travailleurs était alors systématique. Aujourd'hui le nombre d'adhérents est de l'ordre de 300 sur 1.200 ouvriers, le bureau du syndicat est exclusivement composé de militants communistes, et il n'y a plus d'assemblée générale du syndicat, mais des réunions où la direction du syndicat a le monopole de l'expression.

La CFDT a une section implantée surtout parmi les techniciens et cadres ; elle a obtenu 20 % dans le collège ouvrier, ce qui marquait des progrès et un début d'implantation dans les ateliers.

Dans la ligne dure du groupe CGE-ALSTHOM, la direction de Neyrpic a répondu à la revendication de 200 F des manutentionnaires par une offre dérisoire de 15 F au bout de 10 jours de grève. Elle a dès la première semaine de grève mis en lock-out 450 ouvriers.

La direction cherche par tous les moyens à diviser les travailleurs et à les dresser contre les manutentionnaires.

L'attitude des manutentionnaires

Les manutentionnaires ont décidé eux-mêmes de leur mouvement, sans discussion avec les syndicats, n'étant pas ou plus syndiqués.

L'éclatement du conflit et son déroulement ont montré qu'il y avait un véritable bloc des manutentionnaires qui entendaient garder la direction de leur propre lutte sans pour cela se couper de l'ensemble des travailleurs de Neyrpic, ni des organisations syndicales. Il est clair qu'une telle situation n'est pas facile.

C'est l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) qui a négocié avec la direction. Le soutien des syndicats aux revendications des manutentionnaires est inégal. La CGT insiste à chaque moment à la fois sur la justesse des revendications des manutentionnaires, mais en même temps sur la nécessité d'une négociation rapide, compte tenu de la situation des lock-outés qui ne peuvent guère espérer en l'état actuel des choses l'indemnité de chômage technique (cf. le précédent du Mans au moment de la grève des OS). La CFDT a soutenu les revendications des manutentionnaires sans réserves. Elle a acquis un capital de sympathie du côté des manutentionnaires, mais l'insuffisance de son implantation et certaines hésitations ouvrières ne lui ont pas permis de donner des perspectives de lutte à l'ensemble de l'entreprise.

Cette différence d'attitude entre CGT et CFDT est très nette en ce qui concerne le soutien au mouvement dans la population.

Les comités de soutien

L'attitude dure de la direction laissant présager un conflit long, le problème du soutien aux manutentionnaires dans la population est devenu une question-clé. L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) de Neyrpic est divisée sur la question du soutien, cette division portant évidemment sur le problème des exclusives, vis-à-vis des gauchistes.

Devant la carence de l'intersyndicale l'initiative du soutien a été prise par les organisations politiques PSU, Cause du Peuple, Ligue Communiste et Gauche Révolutionnaire (le PSU étant implanté dans les quartiers et les communes périphériques, la Cause du Peuple dans les milieux universitaires avec quelques militants dans les quartiers, la Ligue Communiste ayant

une très faible implantation et la Gauche Révolutionnaire limitée à un groupe étudiant).

Un débat vif a eu lieu entre ces organisations sur la conception et le rôle des comités de soutien, les rapports avec les manutentionnaires et les organisations syndicales — conception des comités de soutien. Alors que la Cause du Peuple, la Ligue et la G.R. avaient d'abord lancé un comité de soutien centralisé et cartellisé, le PSU a fait triompher la conception de comités le plus décentralisés possible et organisés sur la base des quartiers avec un comité de coordination, ces comités devant être aussi élargis bien au-delà des militants des organisations.

La Cause du Peuple a appuyé cette proposition alors que la Ligue Communiste et la Gauche Révolutionnaire souhaitaient voir mettre en avant les organisations en tant que telles sous la forme d'un cartel. C'est la position « large » qui l'a emporté dans la pratique, de nombreux comités ayant été constitués et plusieurs millions d'A.F. recueillis rapidement.

Rôle des comités : le PSU, là aussi appuyé par les militants de la Cause du Peuple, a obtenu qu'il soit clairement indiqué que les comités de soutien ne devaient en rien s'ingérer dans la conduite du conflit qui concernait au premier chef les manutentionnaires, ni se substituer en quoi que ce soit aux organisations syndicales. La Ligue Communiste et la Gauche Révolutionnaire n'ont pas renoncé à viser d'abord à des règlements de compte avec la CGT et aussi la CFDT.

L'élargissement des comités de soutien a été aidé par la prise de position de la municipalité de Grenoble qui a pris des mesures d'aide aux grévistes et lock-outés et appelé les Grenoblois au soutien de la lutte des manutentionnaires. La direction de Neyrpic a réagi publiquement très vivement contre cette prise de position.

Quant à eux, les manutentionnaires ont participé aux réunions organisées par les comités de soutien dans les quartiers et indiqué qu'ils prenaient l'argent sans exclusive, qu'il vienne des comités de soutien ou des organisations syndicales. Le secrétaire CGT du comité d'entreprise de Neyrpic avait déclaré devant les travailleurs que l'argent des comités de soutien était « impur ».

Une manifestation dans les rues de Grenoble a été organisée le 22 juin par les comités de soutien avec une prise de parole du camarade Boulloud.

Le 23 juin, journée d'action interconfédérale, l'union locale CGT s'est refusée à toute manifestation sur Neyrpic, considérant que la situation créée par l'action des groupes gauchistes sur cette affaire revêtait un caractère négatif. Dans ces conditions la CFDT a organisé seule une manifestation avec l'appui des comités de soutien.

L'évolution du conflit permettra d'éclairer les questions que pose ce conflit à l'image de bien d'autres : contradictions entre différentes couches de travailleurs, entre les syndicats, le rôle des comités de soutien, le risque de théorisation sur l'action des OS et des OP.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMEE, PARIS-15^e

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales 2 F
N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.
N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».
N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
N° 29-30 - Nationalisation et révolution.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnements : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :
TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

ASSEMBLEE OUVRIERS-PAYSANS AU JOINT FRANÇAIS

La grève du Joint Français à Saint-Brieuc a été la lutte la plus dure, la plus longue aussi que des travailleurs aient jamais menée en Bretagne.

Soutenus par l'ensemble de la population et, notamment, pour la première fois dans les Côtes-du-Nord, par les paysans, les ouvriers ont fait preuve d'une combativité extraordinaire qui ne s'est jamais relâchée et leur a permis d'obtenir satisfaction. Historique et exemplaire, cette grève doit être analysée car elle est riche d'enseignements pour les luttes futures, à la fois pour ceux qui l'ont menée et ceux qui l'ont soutenue.

C'est la tâche que s'est imposée l'AOP qui s'est tenue à Saint-Brieuc.

Les enseignements de la lutte

La grève du Joint a été importante pour la lutte régionale des travailleurs bretons, parce que la solidarité a joué avec une rare efficacité sur l'ensemble de la région bretonne. Elle a touché non seulement la classe ouvrière bretonne, mais toutes les couches de la population, agriculteurs, enseignants, petits cadres, commerçants. Et ce soutien n'a pas été une réaction sentimentale, il a des racines très profondes dans le sentiment d'exploitation et de colonisation.

Mais il fallait qu'il y ait un détonateur pour cristalliser le mécontentement et hâter la prise de conscience.

Contrairement à ce que l'on a pu croire, la solidarité n'est pas née grâce à l'information apportée par la grande presse, c'est exactement le contraire qui a eu lieu.

Les participants à l'AOP ont indiqué en particulier, combien l'occupation de l'usine par les CRS, puis la séquestration à l'inspection du travail ont été utiles pour provoquer un déblocage de la presse d'information.

Les interventions répétées de Yves Le Foll au nom de la municipalité ont obligé les journaux à s'interroger rapidement sur ce qui pouvait bien se dérouler.

Le fait dominant cependant demeure la volonté de lutte des salariés eux-mêmes. Or il s'agissait surtout d'une main-d'œuvre peu spécialisée, les OS, ceux que l'on retrouve dans les luttes récentes à Penarroya, Girosteel, Thionville. Ils ont montré une capacité à se défendre et à déborder les mots d'ordre traditionnels, qui doit dès maintenant nous faire réfléchir sur la manière de mener les grèves.

Les syndicats n'ont pas été vraiment débordés par les travailleurs, mais à tous moments ils ont senti

la pression de la base. Le mérite de la CFDT a été de pouvoir assumer cette pression tout en la laissant s'exprimer. Il est vrai, aussi, que les militants révolutionnaires étaient à l'intérieur de la structure syndicale. Leur victoire politique, car il s'agit bien d'une victoire, a été de pouvoir refuser a priori la coupure entre les travailleurs encore sous l'influence des forces réformistes et les forces révolutionnaires. Car cette coupure, si elle doit exister, ne peut résulter d'un jugement préexistant à la lutte.

Il est clair que pour nos camarades, tout l'enjeu était de faire basculer les travailleurs les plus conscients dans le camp des révolutionnaires.

Il est tout aussi clair, que pour pra-

tiquer ce débordement des mots d'ordre et des forces réformistes, il faut, au départ, se placer sur le même terrain, à un niveau qui permette aux travailleurs de se raccrocher à ce qui reflète leurs aspirations du moment.

En ce sens le rôle joué par la municipalité a été important. C'est un lieu connu des travailleurs ; le maire, qu'on le veuille ou non, représente un élément sécurisant pour la population.

Cependant, sans la solidarité des ouvriers-paysans, sans les comités de soutien, jamais le mouvement n'aurait connu une telle extension. C'est maintenant une habitude dans le Finistère : ouvriers et paysans se sentent concernés par

les luttes des uns et des autres. La partie la plus consciente du monde paysan s'appelle d'ailleurs elle-même « paysans-travailleurs ». Le combat contre l'exploitation est le même. Toute victoire des uns est une victoire pour les autres. Cette prise de conscience n'avait pas encore eu lieu dans les Côtes-du-Nord.

Le problème de l'emploi est grave pour les paysans de Bretagne ; d'une part l'avenir est incertain sur le plan professionnel, d'autre part les enfants des cultivateurs changent de métier. Pour gagner quoi ? Des salaires de misère, comme ceux du Joint Français.

On comprend mieux alors l'immense effort fourni par les paysans-travailleurs.

Mais il faut immédiatement constater que cette solidarité a été beaucoup moins forte, en sens inverse, lors du conflit du lait.

Le soutien des organisations

Les organisations syndicales et politiques ont eu un rôle important mais encore insuffisant dans la sensibilisation et l'information des travailleurs.

Le rôle de frein de la CGT n'est plus à démontrer, le PC avait son référendum à se mettre sous la dent. Le PS a peut-être des cartes mais pas de militants.

Les militants du PSU étaient partout présents sur le terrain, mais ils ont agi localement, sans liaison et sans contact entre eux. La cause peut en être recherchée par le fait que les réunions fédérales de militants d'entreprises ont commencé cette année.

Il faudra réagir pour coordonner les efforts au plan de toute la Bretagne.

Bien d'autres problèmes ont été abordés, en particulier celui de la démocratie syndicale et ouvrière. Sur ce point, on doit noter l'absence d'assemblées générales de travailleurs. Mais est-ce possible avec 1.000 personnes. Les travailleurs les plus combatifs doivent-ils se substituer à la masse ?

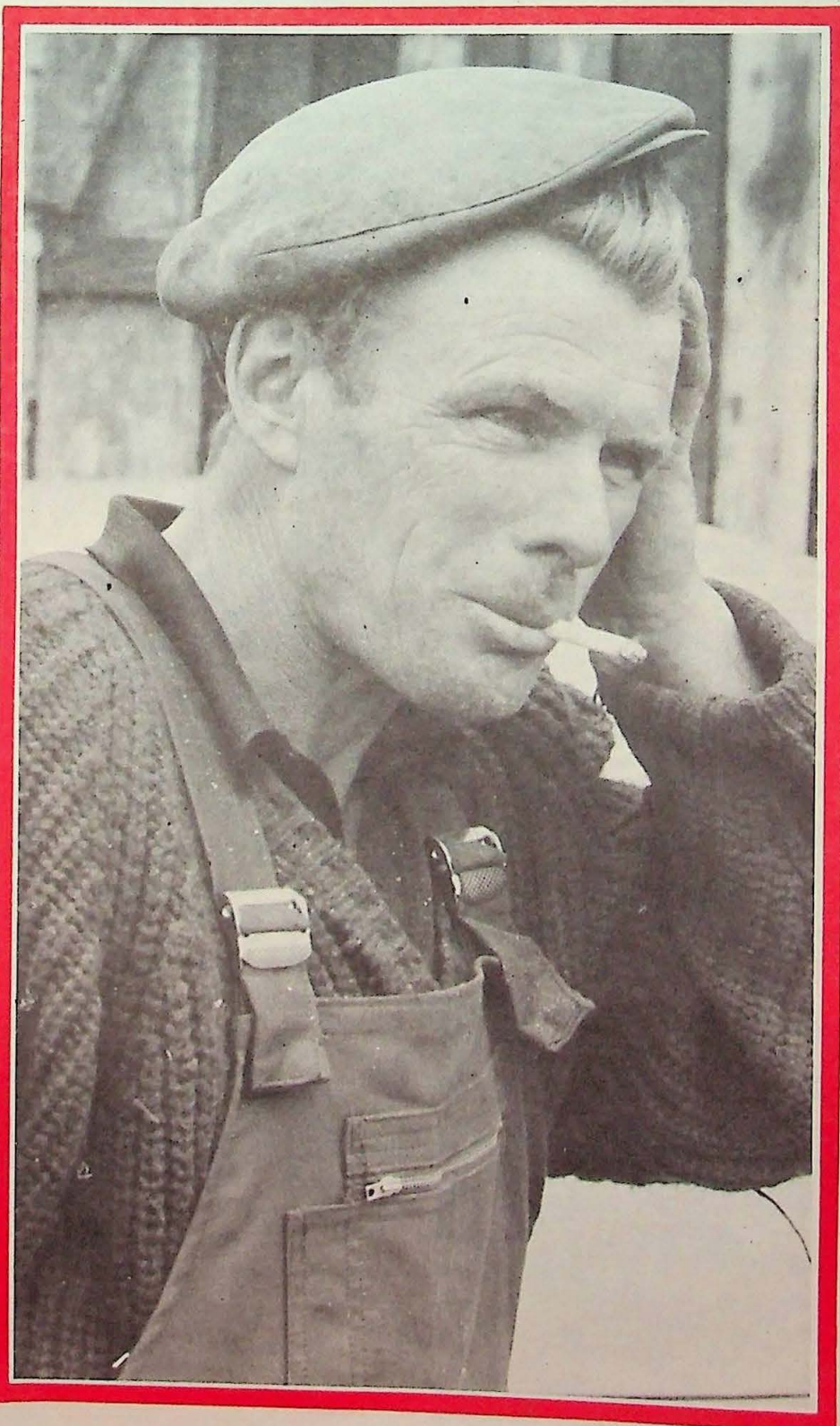
Sur le rôle de la violence aussi, il faudra revenir.

A l'ensemble du parti, l'AOP propose les axes de travail suivants :

1. - Réflexion sur les comités de soutien et la liaison organisation-mouvements de masse et parti-syndicats.

2. - Un travail de coordination aux niveaux de la région et du trust. Ceci doit prendre du temps pour que les camarades soient bien conscients de leur engagement.

(Dossier établi avec la collaboration de Pierre Josselin, responsable entreprise des Côtes-du-Nord).



Collombert

La grève du lait en Bretagne...

Engagée pendant l'hiver 70-71, la bataille du lait a de nouveau fait rage en Bretagne : camions séquestrés, usines fermées, coopératives gardées par des piquets de grève, lait déversé à la fosse à liser... Des formes d'action qui ressemblent à s'y méprendre à celles employées par le monde ouvrier. Pour la première fois sans doute, une lutte paysanne sans caractère de révolte... plus de préfecture incendiée ni de permanence UDR lapidée, mais une lutte assumée par des travailleurs conscients de leur force, de la justesse de leurs revendications, respectueux de leur outil de travail. Une lutte qui, à bien des égards, déconcerte et interroge... Pourquoi ce basculement dans la lutte de classes d'une catégorie sociale que l'on accusait d'apporter traditionnellement son soutien à la classe dominante ? Pourquoi ce désabusement profond et ces cinquantaines critiques envers la coopérative qu'ils ont eux-mêmes édifiée ?

De profondes mutations

Il faut dire que de la révolution agricole du 18^e siècle aux années cinquante, la structure de l'agriculture française avait relativement peu évolué.

Le paysan était objectivement dans la situation du petit patron, propriétaire de l'ensemble de ses moyens de production. Depuis, les progrès techniques ont modernisé les outils de travail : les plus grosses exploitations grâce à de plus fortes possibilités d'investissement, vont entamer leur croissance au détriment des petits paysans. Les formes traditionnelles d'approvisionnement urbain (foires et marchés)... sont abandonnées pour une distribution plus constante en qualité et en quantité : d'où l'annexion par le capitalisme de l'outil de transformation et par là-même de l'agriculture.

La coopération sera pendant un certain temps, un des moyens de défense conscient ou inconscient des agriculteurs face à cet envahissement de leur profession par le capitalisme. Cet écran de la coopération explique sans doute l'aspect localisé et révolté de leur combat avec comme entre-

volet, un soutien politique et électoral de la classe bourgeoise. La pénétration du capitalisme dans l'agriculture a été inégale suivant les régions et les modes de production : la Bretagne sera touchée assez tard car sa vocation laitière ne date que de quelques années. D'où à partir de 1961, l'implantation de firmes capitalistes : Entremont, Sapiem Preval, etc. les conditions techniques et économiques ont alors considérablement changé : on est passé en peu de temps du stade de la transformation sommaire à une industrialisation imposée par la société de consommation.

Les premiers affrontements

Les luttes contre les firmes capitalistes avaient commencé dès 1970 dans le Finistère : le conflit des épinards lors de la grève ouvrière de Saupiquet avait déjà posé le problème de l'indispensable convergence des luttes ouvrières et paysannes contre le patronat de cette firme. La leçon sera retenue et lorsque éclate la première bataille du lait en octobre 1970, la direction d'Entremont doit capituler sous conditions devant le front commun ouvriers-paysans.

Le conflit se généralisant, les coopératives sont également touchées : Landerneau et l'ULB Unicopa montrant les limites de la prise de conscience des agriculteurs qui, à quelques exceptions près, c'est-à-dire les militants politiques, croient profondément que la coopération sera l'outil qui permettra à l'agriculteur de se battre pour survivre dans le système.

Cette démarche ne sera pas vaine : le scepticisme envers la coopérative ne cesse de grandir, les paysans font de plus en plus chaque mois l'analogie entre le salaire qui leur est versé pour leur lait et la fiche de paye de l'ouvrier ; certains d'entre eux approuvant même la nécessité de calculer leur salaire en terme horaire s'aperçoivent qu'ils sont rétribués à un taux deux fois plus bas que celui du SMIC : 1,84 F. Ainsi, le conflit va renaître en mai 1972 pour de multiples raisons dont la principale est que l'augmentation du prix du lait

à la consommation (9 centimes) va coïncider avec une baisse du prix payé à la production (4 centimes). Les producteurs orientent au scandale d'autant plus qu'ils contestent le principe de la péréquation sur le paiement du litre de lait : on surpaise le prix d'hiver où la production est plus faible pour sous-payer l'époque de production maximum qui est l'été. Les militants paysans repoussent ces références et veulent se battre pour un prix de revient qui leur donnerait une rémunération équivalente à celle du SMIC, d'où la revendication des 60 centimes minimum.

C'est dans cette situation de désaccord qu'interviennent les incidents de la coopérative laitière de Landerneau dans la nuit du 17 au 18 mai.

Le climat s'envenime et pour la première fois les femmes manifestent seules à Landerneau et chez Entremont Quimper en posant le problème du travail éreintant de la femme dans l'élevage. La discussion ne s'instaurant pas avec les laiteries, les premiers blocages interviennent le 25 mai : des camions citernes sont retenus à Guiscriff par les producteurs. Le village du Morbihan va devenir une des places fortes de la grève, où vont affluer les camions bloqués dans le Finistère et le Morbihan. Plouignes, Pont-L'Abbé et Saint-Renan serviront également de points de ralliement aux camions retenus par les producteurs. Le 26 mai, la grève est totale, les laiteries s'arrêtent une à une ; les conversations syndicats-industriels sont au point mort tandis que les paysans s'organisent pour distribuer leur lait ou le transformer en beurre. Les premiers comités de soutien (Brest-Quimper) se mettent en place à l'initiative du PSU et vont pendant toute la durée du conflit assumer la campagne d'explication par des ventes de beurre et de lait avec distribution de tracts.

La pression du pouvoir va également se faire de plus en plus forte jusqu'aux discussions de Bruxelles : la condition des industriels, des coopératives, du pouvoir et de ses flics isolent les paysans qui ne pourront trouver, sauf au syndicat C.G.T. Entremont, l'appui ouvrier nécessaire. La CFDT portera la lourde responsabilité d'avoir fait échouer l'effort unitaire de la paysannerie.

Le préfet tentera le 2 juin, à la veille de

la négociation paysans - industriels de Rennes, de faire basculer le rapport de force en lâchant ses flics à Ronels, Ploudaniel et Saint-Ronan où leur sauvagerie dépassera l'entendement : des femmes sont matraquées tandis que François Gourmelon nommément visé par un garde mobile, perdra un œil sur tir tendu de grenade lacrymogène. Après cette épreuve de force et l'échec des discussions de Rennes, les industries et les coopératives vont céder une à une, accordant aux producteurs les 60 centimes qu'ils auraient pu donner dès le premier jour du conflit.

Et maintenant

Les leçons que le syndicalisme paysan, les travailleurs, les militants révolutionnaires doivent tirer de ce conflit sont énormes à tous égards venant après la lutte du Joint Français, il a montré les limites de l'unité ouvrière et paysanne ; réalisée sans ambiguïté lors du conflit du Joint, elle n'a pas été possible lorsque les paysans en ont été demandeurs. La CFDT et son syndicat FGA devront s'en expliquer.

Cet isolement des paysans dans leur lutte n'a été évité que par l'initiative du PSU qui a tenté de rassembler autour des producteurs le mouvement populaire le plus vaste possible.

Dans l'action, les contradictions du monde paysan se sont considérablement restreintes : de la révolte, ils sont passés à un combat mesuré et clair, l'objectif clairement désigné et les moyens à mettre en œuvre clairement définis. Signe indiscutable de leur adhésion à la lutte des classes. Le pouvoir ne s'y est pas trompé. Les basses récupérations de l'UDR, les sordides attaques du préfet de région contre ces militants montrent que l'évolution du monde paysan est sans équivoque. Leur analyse de la coopération en tant qu'allié économique du pouvoir, la recherche permanente du contact avec les ouvriers, le réveil des femmes et leur conscience de travailleurs prolétariés attestent que le pouvoir à raison de trembler : aujourd'hui, ils se sont battus pour une juste rémunération de leur travail mais ils se batront demain plus durement pour le renversement du pouvoir capitaliste.

Section PSU de Brest. ■

...et dans la région du Rhône

Après une période de discussion à la base et dans certains appareils syndicaux qui a fait suite à l'action des agriculteurs bretons, ceux de la région Rhône-Alpes sont également passés à l'attaque de façon positive et significative.

Voici les faits :

Le mardi 13 juin, 1.500 agriculteurs ont occupé de 4 h du matin à 16 h l'usine Danone à Pierre-Bénite, pour manifester leur volonté d'obtenir 59 centimes immédiatement, et ensuite 67 centimes, prix permettant la rémunération de leur travail.

Cette première action a surtout rassemblé des producteurs de la Loire appuyés par des groupes plus ou moins importants des autres départements. La Loire a le prix du lait le plus bas de la région et des actions exemplaires y ont déjà eu lieu grâce à un syndicalisme bien implanté et dynamique (« séquestration » de Boulon quand il était ministre de l'Agriculture, il y a 4 ans).

Une grande partie du lait est collectée par ORLAC, la grande coopérative de la région. L'ensemble de ces conditions n'est pas étrangère au fait que ce soit la Loire qui ait bougé en premier et aussi massivement à 100 km de ses bases.

Le choix de Danone à Lyon est aussi lié à la volonté de ne pas attaquer directement la coopération et en particulier ORLAC, car la réflexion et les positions ne sont pas partout aussi avancées qu'en Bretagne. Le choix de Danone s'explique aussi par le fait que cette entreprise achète son lait (80.000 l. par jour) dans différentes entreprises de la région (coopératives ou non) et qu'elle fait uniquement du yaourt. Ce produit permet des profits très élevés surtout, comme c'est le

cas ici, lorsque le lait est acheté à des prix d'excédents. Le yaourt présente aussi la particularité de coûter au consommateur autant en publicité qu'en lait. Les prix à la production sont donc très peu liés à ceux à la consommation.

Les agriculteurs sont arrivés en masse à 4 h du matin et ont rapidement occupé la totalité de l'usine, surprenant tout le monde, y compris les flics qui les attendaient ailleurs (dépot Casino à Givors). On peut noter l'exploit « technique » ainsi réalisé, montrant que les agriculteurs locaux savent mener des luttes originales malgré leur peu d'expérience et les difficultés inhérentes au secteur.

Aussitôt sur place des discussions s'engageaient avec les ouvriers de l'usine prêts à débrayer pour appuyer l'action des paysans. Mais les délégués C.G.T., syndicat largement majoritaire, se sont opposés à ce type d'action. Plutôt que de discuter avec les travailleurs de l'usine de la modalité du soutien, ils ont avec l'U.D., préféré se déclarer solidaires dans un communiqué de presse où tout y passe, y compris la grève du 7 juin et celle prévue pour la fin du mois, ainsi que les rencontres d'étude avec le P.C., P.S. : une belle démonstration de non-alliance des ouvriers avec les paysans en lutte de la part des délégués de l'U.D. C.G.T. Peut-être est-ce lié à l'appui des mêmes paysans aux grévistes de Penarroya et maintenant de Maillard et Duclos.

Très tôt dans la matinée, des contacts étaient pris avec les grévistes de Maillard qui venaient chercher deux camionnettes de yaourt et avec des ouvriers de l'usine voisine d'Ugine Kuhlman (en grève tournante). Les difficultés d'organisation d'une telle dis-

tribution ont empêché les paysans de distribuer davantage de produits aux différentes boîtes en grève (hospitaliers, différents chantiers de Maillard...).

Lors de l'Assemblée générale des manifestants à 13 h, la suite immédiate à donner à l'action était envisagée. Il s'agissait de savoir s'il fallait bloquer complètement la fabrication qui avait seulement subi un ralentissement et détruire les stocks, ou se retirer à 16 h comme prévu en laissant tout en état. Une marche sur ORLAC à Vienne était également envisagée, mais refusée. Finalement, un télégramme demandant à ORLAC et aux autres gros transformateurs de donner une réponse sous 48 h à la demande des 59 centimes était envoyé.

Sinon l'action devrait se poursuivre auprès de chaque entreprise comme il a été décidé à la fin de l'A.G.

Cette lutte des agriculteurs se poursuivra donc sans doute. Elle devra être davantage expliquée aux ouvriers et paysans et soutenue. Elle devra aussi s'orienter plus nettement vers l'objectif de rémunération du travail. Ceci est d'autant plus nécessaire après le coup d'épée dans le dos donné aux agriculteurs en lutte par le syndicalisme qui, dans le cadre de l'organisation du « Bassin Lyonnais » a accepté de rester au système du prix indicatif et de la péréquation hiver-été avec, pour les mois à venir, le maintien du prix indicatif d'avril.

De même les agriculteurs devraient comme leurs collègues bretons, lutter contre les formes plus ou moins directes de sélection et d'intégration qui se mettent en place progressivement.

P.S.U. Rhône. ■

LA C.G.T. A PENARROYA

Le document que nous publions ne nécessite pas de commentaires particuliers. Il s'agit d'une analyse émanant de la CGT sur le conflit de Penarroya. Nos lecteurs auront là un solide élément d'appréciation permettant à la critique de dépasser la polémique pour s'attacher aux questions de fond.

L'entreprise métallurgique Penarroya à Lyon Gerland emploie 170 personnes — 100 ouvriers immigrés — 70 E.T. A.M. et Cadres.

La C.F.D.T. est implantée seule dans l'entreprise depuis septembre 1971. Ce sont des militants de l'organisation gauchiste : « Les cahiers de mai » qui ont manœuvré pour l'implantation C.F.D.T.

L'activité syndicale est au point mort jusqu'en décembre 1971.

Le 19 décembre 1971 un accident du travail coûtera la vie à un travailleur immigré. Il n'y aura pas de réaction syndicale dans l'entreprise, ni pétitions, ni grève, hormis l'enquête habituelle.

Le 27 décembre les travailleurs déposent leurs revendications :

- 1 F pour tous,
- Prime de vacances de 500 F, de fin d'année 1.000 F,
- Les 40 heures payées 45 pour fin 1972,

et diverses autres revendications concernant la sécurité et le logement des ouvriers logés dans l'usine.

Le 29 décembre la direction donne réponse aux revendications. Elle accorde :

- un ajustement des salaires de plus 1,5 % en janvier 1972 en application des accords passés en 1971 :

Pour 1972 :

- 0,20 F pour M2
- 0,16 F pour O.S.1
- 0,13 F pour O.S.2
- 0,10 F pour Prof.

- augmentation de 5 % pour 1972 sur une hypothèse d'évaluation du coût de la vie de 5 %. Réajustement à chaque augmentation de 1 point du coût de la vie au-delà de 5 % — 2,5 % en janvier — 2,5 % en juillet.

Jusqu'à là il n'y a pas eu de grève. Fait troublant, les travailleurs ne sont pas informés des réponses de la direction.

Ce n'est que le 25 janvier que les travailleurs réunis en Assemblée Générale prennent connaissance des propositions patronales faites un mois plus tôt.

Il est surprenant que les travailleurs reformulent leurs revendications le 25 janvier en abandonnant nombre de revendications importantes telles que :

- Prime de vacances de 500 F,
- 42 heures en 1972 au lieu de 40 heures précédemment,
- Abandon de la prime de chaleur,
- On ne parle plus des visites truquées de l'Inspection du Travail,
- Plus de vêtements de travail gratuits,
- On ne parle plus de prime pour la fête des mères.

La direction répond qu'elle s'en tient à ce qu'elle a accordé précédemment et rejette le reste.

Le but de l'opération apparaît le 28 janvier 1972 lors d'une conférence de presse donnée par l'U.S.T.M.-C.F.D.T. sur les trois points suivants :

- pourquoi et comment la C.F.D.T. prend en charge les problèmes des immigrés,
- discussion journalistes-immigrés sur les conditions de travail,
- visite des logements des travailleurs immigrés.

Dans les jours qui suivent, cette conférence de presse, voit se dérouler la semaine Confédérale C.G.T.-C.F.D.T. en direction des revendications des immigrés.

Nous constatons d'autre part que les « Cahiers de mai » sont toujours en liaison avec la C.F.D.T.

On comprend maintenant pourquoi les travailleurs n'ont pas été tenus au courant des réponses de la direction en décembre 1971, que l'on a reformulé les revendications et mis l'accent sur l'aspect humain, les conditions de vie des immigrés.

Il nous faut mettre aussi en parallèle le fait que la presse donne un grand écho à cette affaire à partir de la conférence de presse C.F.D.T. qui s'était servie de la mort de l'ouvrier remontant un mois plus tôt.

Ceci se passe au moment où à Paris éclate l'affaire Renault (meurtre d'un gauchiste et enlèvement d'un cadre). Il faut noter aussi qu'entre cette conférence de presse C.F.D.T. et le début de la grève le 9 février « Les Cahiers de mai » ont réalisé un film sur l'entreprise (1^{re} projection le 12 février). Nous pouvons penser que cette période a servi à préparer le mouvement

tres secteurs, la presse met moins en relief la Penarroya.

Dans l'entreprise les travailleurs se posent des questions.

La C.F.D.T. appelle à la solidarité financière dans diverses branches.

L'U.S.T.M.-C.G.T. informe les travailleurs de ce conflit et de notre orientation en matière de tactique de lutte, elle fait des propositions d'action commune à la C.F.D.T. qui ne répond pas. L'aspect « grève exemplaire » menée par la C.F.D.T. ressort nettement.

Du 9 au 11 mars les discussions reprennent entre la direction et les délégués C.F.D.T.

Les résultats après 32 jours de grève

Les salaires : la direction ne va pas au-delà de ses propositions du 29 décembre 1971.

Les primes et aménagements divers ne représentent que 1 % de la masse salariale. Ce sont là les seules concessions de la direction après 32 jours de grève.

Nous constatons que la C.F.D.T. est tombée dans le panneau de la répartition de la masse salariale, qu'elle

100 travailleurs ne pouvaient faire plier un trust comme Penarroya avec les formes d'actions préconisées par les animateurs des « Cahiers de mai » étrangers au mouvement syndical, mais pris en charge par la C.F.D.T.

Vers la fin de la grève les immigrés en avaient assez d'être des jouets. Malgré les sommes importantes qu'ils ont touchées (900 F + 30 F par enfant) ils se sont rendu compte que la grève était coûteuse en regard d'autres entreprises où la C.G.T. avait utilisé d'autres méthodes de lutte donnant des résultats plus intéressants.

Quant à l'action de la C.F.D.T. qui a souvent l'attitude des « Cahiers de mai », nous voyons qu'elle n'avait pas pour but la défense des intérêts des travailleurs mais plutôt un but politique pour apparaître, pour faire valoir ses formes de luttes démobilisatrices. La C.F.D.T. met en avant le fait que les travailleurs ont tenu grâce à la caisse de grève. Nous signalons que la caisse de grève de l'U.D.-C.F.D.T. n'a débloqué que 10.528,00 F au départ, ensuite les collectes ont été organisées unitairement dans certaines entreprises.

« L'Express Rhône-Alpes » parle d'une somme de 160.000 F collectée à travers toute la France.

Les travailleurs ont touché officiellement chacun 900 F + 30 F par enfant. En prenant une moyenne de trois enfants par travailleur cela représente 990 F.

On peut se poser la question de savoir où est passé le reste.

Le film des « Cahiers de mai » n'est-il pas financé par la collecte ?

Quant au comité de soutien il a été mis en place et dirigé par les « Cahiers de mai ».

Fait significatif, « Les Cahiers de mai » gardent contact avec divers signataires pour continuer l'action du comité de soutien pour les informer et travailler sur les problèmes de la santé, la sécurité...

Devant les maigres résultats obtenus, la C.F.D.T. a mené campagne pour présenter cette grève comme une grande victoire, relayée en cela par toute la presse gauchiste. « Une action qui a fait toucher les épaules au puissant trust Penarroya » affirmait par exemple « Tribune Socialiste ».

L'histoire de la Penarroya c'est aussi l'histoire de la mobilisation de tout le potentiel militant de la C.F.D.T. du Rhône pendant des semaines de l'exclusion de toute autre activité, y compris les journées d'action de la métallurgie du 8 au 22 mars.

C'est l'histoire de l'ultimatum à l'U.D. C.G.T. subordonnant toute reprise de contact à une révision des appréciations de la C.G.T. sur le conflit de Penarroya.

C'est le départ d'une série de grèves « exemplaires », déclenchées dans des établissements peu organisés de trusts importants :

- Berliet Bouthéon, Girosteel, Joint Français...

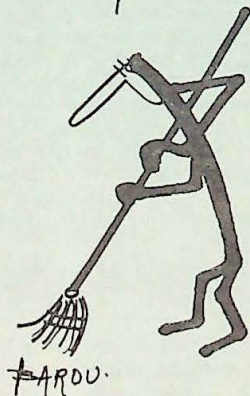
C'est l'amorce du renvoi à la base (avec un B majuscule) de toute initiative et décision d'action.

C'est la poursuite et l'aggravation de la politique d'ouverture aux groupes gauchistes et de ses suites (refus d'unité d'action sur le Vietnam, etc.).

Dans tout cela le fil rouge est la recherche de toute action ou agitation à condition qu'elle n'ouvre pas en direction de l'union de la gauche et du programme commun.

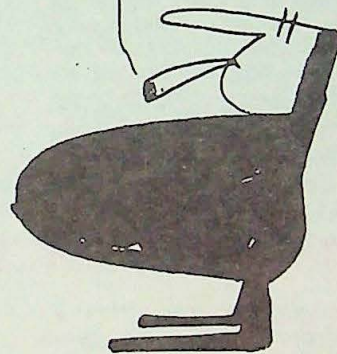
Au moment où la direction confédérale de la C.F.D.T. semble s'orienter comme l'U.D.-C.F.D.T. du Rhône vers des thèses qui nient la responsabilité du syndicat dans l'organisation et la direction de l'action, ces quelques indications sur les résultats réels du conflit Penarroya permettront à nos camarades de dégonfler, à l'occasion, un des mythes sur lesquels on prétend baser une politique.

1000 F par mois !



FARDU

Vous vous plaignez alors que vous ne connaissez pas votre bonheur ! Vous n'aurez pas un impactus, vous !



en dehors de l'entreprise et à la coordination entre l'usine de Lyon et de Saint-Denis par « Les Cahiers de mai ».

Le déroulement du conflit

Le 9 février, occupation de l'usine : comme dans beaucoup de grèves lancées par la C.F.D.T. il y a coupure entre les ouvriers et les ETAM et Cadres qui, eux, n'avaient pas été invités à formuler leurs revendications.

La direction se servira de cette situation pour faire intervenir la police. La direction refuse de discuter. La grève s'installe.

A partir du 9 février « Les Cahiers de mai » apparaissent au grand jour. Ils prennent en main toute l'organisation : — création d'un comité de soutien le même jour, — occupation de l'usine avec les immigrés.

Ce sont eux qui reçoivent les visiteurs, leur expliquent la grève. Ils sont à toutes les réunions organisées par la C.F.D.T.

Le 25 février, appliquant après plusieurs jours, un jugement de référé, les pouvoirs publics procèdent à l'expulsion du piquet de grève par la police, en présence du préfet de région, les 70 E.T.A.M. reprennent le travail. Pendant l'occupation, la presse monte l'affaire en épingle, l'O.R.T.F. tourne un film à l'intérieur de l'entreprise. Mais la grève ne déborde pas sur d'au-

accepte la limite de + 6 % alors qu'elle n'avait pas accepté les mêmes propositions au niveau de la chambre patronale.

Elle accepte de participer à l'étude de poste avec la direction alors qu'on connaît les dangers que cela représente.

L'entreprise faisait 45 heures, le calendrier de réduction est le suivant :

- décembre 1972, 44 heures,
- septembre 1973, 43 heures,
- septembre 1974, 42 heures.

Sans diminution de ressources. Là aussi ce sont les propositions de l'U.I.M.M. du 22 mars 1972 qui sont acceptées.

Pour les logements c'est l'administration qui relogera 40 immigrés dans un foyer en juin 1972. Mais les loyers seront très supérieurs aux anciens, malgré une indemnité de 30 F plus prime de transport, il y a de fortes chances pour que ces travailleurs en soient de leur poche. D'autre part l'usine doit partir à Villefranche dans les prochains mois, ce qui laisse très aléatoires les résultats obtenus sur cette question. Les travailleurs auront une infirmière sur place (40 heures par semaine) mais ils travaillent en 3 x 8.

Quelles conclusions tirer de cette grève

Pour les immigrés l'action n'a pas été payante. Après 32 jours de grève, ils obtiennent pour l'essentiel ce qui avait été accordé deux mois avant. On n'a pas tenu compte du fait que

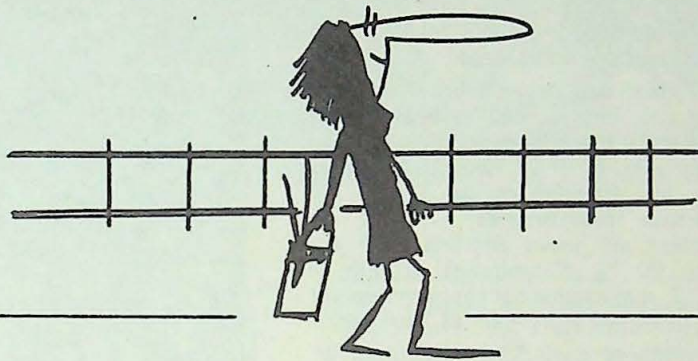
PHILIPS

Le sens d'une victoire

FRANÇOIS JYR

Le contrôle ouvrier

~~PHILIPS~~ c'est plus sûr



Il y a deux mois débutait à Flers dans une usine de trust Philips une lutte dont aujourd'hui la presse révolutionnaire ne dégage pas les leçons avec la même vivacité et la même publicité que les luttes de SCPC, de Thionville ou du Joint Français. Pourtant cette lutte aussi bien par sa forme que par ses objectifs et son issue victorieuse est une leçon pour toute stratégie des luttes sociales.

Sur la forme : Autonomie réelle ou autonomie d'apparat

Le mouvement révolutionnaire a pris pour mauvaise habitude de voir dans chaque lutte portant des plates-formes syndicales traditionnelles ou suscitant une attitude réactionnaire de la CGT, une manifestation de l'autonomie ouvrière ou de contrôle ouvrier en dehors des syndicats. Il en fut ainsi lors de nombreux conflits dits « exemplaires » comme Faulquemont, Usinor-Dunkerque, les cheminots en 1971, les OS du Mans et plus récemment du Joint Français ou des Nouvelles Galeries de Thionville. Sans oublier que dans ces conflits les appareils syndicaux ont commis pas mal d'erreurs d'appréciation apparaissant souvent comme une volonté de donner une issue syndicale et non-révolutionnaire aux luttes. Il faut remarquer que dans chacun de ces cas la démagogie ouvriériste des avant-gardes se proclamant « révolutionnaires » a fait feu des quatre fers. On a ainsi vu dans Faulquemont le « nec plus ultra » de la lutte contre le chômage alors que les travailleurs réclamaient essentiellement la survie de l'appareil de production capitaliste. On a vu dans les batailles flics-jeunes OS à Peugeot, un aspect nouveau de la lutte de classes. Tous les groupes sans exception ont partagé cette vision sommaire de la lutte de classes. Partout où les formes de lutte

avaient tendance à s'orienter hors du jeu syndical traditionnel, le mouvement révolutionnaire a crié victoire, n'hésitant pas dans de nombreux cas à s'attribuer les mérites, parfois justifiés, de telles actions.

Mais le mouvement révolutionnaire (et le PSU en particulier) a été pris à son propre jeu. Il a mis en évidence, il y a trois ans la nécessité de l'action directe, des luttes articulées permettant autour du thème de contrôle ouvrier de désarticuler la production, d'empêcher la reproduction du capital.

Comment donc ne pas s'étonner qu'aujourd'hui il préfère glorifier des formes de luttes dures (grève illimitée, occupations d'usines) isolées les unes des autres plutôt que des luttes articulées sur des objectifs clairement anticapitalistes (chute des cadences, lutte contre la hiérarchie, lutte contre le travail posté). Mais l'étonnement atteint ses propres limites lorsqu'on examine un conflit comme celui de Flers qui n'a pas eu les honneurs de la presse révolutionnaire ou du « Monde », au même titre que le Joint Français ou Thionville. Il y a en effet à cela plusieurs explications.

Contenu révolutionnaire des luttes ou récupération spectaculaire

Des conflits comme le Joint Français, Penarroya, Girosteel, Peugeot ont eu la « une » des journaux révolutionnaires. Philips-Flers non ! Il est vrai que ces conflits ont posé des problèmes que le mouvement syndical prenait mal en charge (répression et affrontement direct avec les flics, lutte des travailleurs immigrés, solidarité politique posée en d'autres termes que la simple récupération électorale). Ainsi, ces

conflits victorieux sur des objectifs partiels ont donné lieu à une popularisation qui a atteint une vigueur non contestable. Il faut pourtant en voir les limites : dans chaque cas il s'agit de lutte sur des aspects particuliers et défensifs parfaitement assimilables par le système. Seule la mobilisation politique réalisée (donc considérée comme idéologiquement non assimilable par le système) masque cette réalité.

Dans le même temps 550 OS femmes imposaient de fait une réduction des cadences. Des délégués syndicaux expliquaient que leur rôle dans les commissions « cadences » instituées par le patron, était un « attrape-couillon ».

Des ouvrières décidaient unilatéralement de casser les cadences, acceptant de perdre 75 F par mois. Pourtant le conflit de Flers n'a pas eu l'écho des grèves illimitées, des négociations à rebondissements, des affrontements policiers, des conflits comme le Joint Français ou de Peugeot. Il faut s'interroger sur ce fait.

Dépasser le subjectivisme

Une des premières conclusions qu'on peut en tirer c'est que le mouvement révolutionnaire s'accommode trop de sa présence conflictuelle avec les syndicats dans les entreprises pour justifier la validité de ses analyses.

La seconde, c'est que les ouvrières de Flers (femmes et OS, thèmes chers aux analyses gauchistes) n'ont pas eu besoin de la popularisation idéologique chère aux gauchistes pour vaincre. Elles se sont tout simplement attaquées à la logique marchande du capital : elles ont brisé les cadences faisant descendre le taux de 1,30 à

Par là même, elles ont fait perdre au patron des millions de francs (50.000

électrophones en moins en 58 jours, pour une perte minimum de salaire.

Le patronat a dû reculer. Les ouvrières ont obtenu la baisse des cadences, une pause supplémentaire de cinq minutes et l'intégration d'une partie de la prime de rendement dans le salaire horaire et la garantie de la prime même en cas d'arrêt accidentel de la chaîne.

- Par sa forme : assemblées générales, unité totale de toutes les OS, contacts avec d'autres usines-sœurs du trust (en Allemagne entre autres) cette lutte ouvre des perspectives nouvelles. Par ailleurs il fait constater le rôle efficace des militants syndicaux dans l'autonomisation et la prise de conscience des travailleurs.

- Par son contenu : attaque directe (baisse des cadences) du mode de production et de la logique marchande (baisse de la productivité) ce conflit est porteur de révoltes qui partout aujourd'hui traduisent les contradictions du système.

C'est cette forme de lutte et son contenu anticapitaliste qu'il convient d'observer aujourd'hui, si nous voulons mettre en évidence une juste stratégie des luttes sociales.

Les ouvrières de Flers alimentent donc une réflexion sur les luttes sociales que les militants syndicaux et les militants révolutionnaires feraient bien d'avoir s'ils ne veulent pas continuer à être des avant-gardes disséminant quelques militants politiques dans quelques entreprises, à être des spectateurs attentifs mais coupés des réalités des luttes sociales aujourd'hui. Informer sur chacune des luttes en cours est indispensable certes, savoir reconnaître les limites de nos propres analyses des luttes sociales est aussi efficace. Si nous ne le faisons pas, nous resterons au niveau de notre propre subjectivisme et il est bien certain que les forces du capital et leurs auxiliaires (PCF et PS) en seraient d'autant plus ravies.

Le P.C.F. à Aulnay-sous-Bois

Le P.C.F. d'Aulnay vient de dévoiler clairement son jeu.

Le groupe « Politique-Hebdo 93 » appuyé par la section locale du P.S.U. avait sollicité et obtenu de la Municipalité une salle pour une soirée-débat le mercredi 14 juin.

Or, le 8 juin, M. Hernandez, conseiller général communiste, qui avait donné son accord oralement, informait par lettre la section P.S.U. que l'accord envisagé ne pouvait être retenu, et il signait la lettre au nom du député-maire Robert Ballanger.

Motifs invoqués ? « Il s'agit en fait d'une assemblée d'importance départementale ayant pour principal objet l'anticommunisme, par le rassemblement de renégats et d'exclus du P.C.F. de Seine-Saint-Denis ». C'est clair !

Que prévoyait la soirée ? Un débat autour de deux films : « Penarroya » et « Etranges étrangers ». Deux films, disait le tract les annonçant, qui « peuvent être le moyen d'engager le débat sur les luttes des travailleurs immigrés et sur les luttes en général ».

Le groupe « P.H. 93 » et le P.S.U. ont maintenu la réunion du 14 juin, et ont distribué 4.000 tracts pour informer les travailleurs des entreprises locales et la population.

Par ailleurs, une lettre envoyée à tous les conseillers municipaux posait quelques questions fondamentales :

— Serait-ce se livrer à l'anticommunisme que d'exalter « les luttes des travailleurs immigrés et les luttes en général », que d'affirmer : « le combat des travailleurs immigrés est le combat de toute la classe ouvrière » ?

— Quoique le groupe « P.H. 93 », comme tous les groupes « P.H. », soit loin d'être un « rassemblement de renégats ou d'exclus du P.C.F. », ceux qui ont quitté le P.C.F. (passons sur le terme de renégat généreusement accolé à tous ceux qui ont contesté ou contestent la politique du parti com-

muniste) seraient-ils donc des citoyens diminués, à qui tout droit d'expression serait refusé ?

— Dans ces conditions, que faut-il penser des affirmations répétées de la direction du P.C.F. sur le respect des libertés démocratiques, sur le droit d'expression, sur le pluralisme nécessaire jusques et y compris dans la construction du socialisme ?

Le silence — avant comme après notre lettre — des socialistes, des radicaux, des personnalités « républicaines » qui forment pourtant la moitié moins un du conseil municipal, ce silence est très éloquent sur leur servilité et leur inefficacité.

La réunion a donc eu lieu comme prévue le jeudi 14, d'abord devant la salle fermée, puis dans un local privé : 90 personnes étaient là, non pour engager une polémique stérile avec le P.C.F. mais pour marquer que les travailleurs ne se battent pas pour n'importe quel socialisme.

Les luttes des travailleurs immigrés furent au centre des débats. Sujet doublement d'actualité puisqu'en même temps que le P.C. nous refusait la salle, les travailleurs de l'usine de matériaux préfabriqués Coignet se mettaient en grève illimitée (250 ouvriers, 90 % d'immigrés) et que la C.F.D.T. majoritaire est représentée par trois délégués Portugais et Algérien.

Les militants du P.S.U. participent efficacement à ces luttes, comme à d'autres sur le cadre de vie. Dommage que cela gêne les notables du P.C.F. ! Pour les responsables du P.C.F. cela devient un rassemblement « anti-communiste ». Il est vrai que nous sommes malheureusement habitués à ces « raccourcis » de l'analyse du P.C. chaque fois qu'il n'a pas l'initiative et la direction des luttes.

Section PSU - Aulnay-sous-Bois ■
« Groupe P.H. 93. »

LES MENACES DE CHALANDON

Il y a 14 menaces de licenciements à l'IRT (Institut de recherche des Transports) contre des militants syndicaux, dont les secrétaires des sections CGT et CFDT.

Le prétexte de cette répression est une consultation d'office des dossiers d'avancement du personnel effectuée par une partie de celui-ci. Cette action répondait au refus de la direction de l'IRT de respecter les engagements écrits, qu'elle a pris entre 1968 et 1972 et qui résultent des luttes du personnel (par exemple, engagement de communiquer les notes au personnel et les dossiers d'avancement à la Commission paritaire).

Une grève de durée illimitée a débuté à l'IRT le 12 juin 1972 sur les objectifs suivants :

- levée de toute procédure disciplinaire (licenciements),
- respect intégral des engagements signés par la direction entre 1968 et 1972 (y compris maintien des avantages acquis).

La lutte du personnel de l'IRT est semblable à d'autres luttes de non-titulaires salariés de l'Etat (grèves comme celles de 1972 menées à l'INSEE et à l'Université, Paris-7e). Elle remet en cause certains aspects de la hiérarchie administrative et la politique du personnel de l'Etat-patron (de même que la grève de l'Institut géographique national, les luttes de maîtres-auxiliaires, etc.).

Plusieurs manifestations de solidarité ont déjà eu lieu. Le soutierr s'organise.

SOUTIEN FINANCIER A L'ORDRE DE :
Marie-Thérèse Cantalapiedra,
36, av. Jean-Jaurès,
94-Arcueil.



Ce que
notre
dessinateur
pense
de
l'actualité
politique
française

a part ma démission, je ne vois pas ce qui intéresserait les Français



CONTRE TOUS LES MURUROA

JEAN NEKO



Le 3 juin, une quarantaine de personnes se sont enchaînées devant le stand du C.E.A. au Salon de l'Environnement.

Debré d'un côté, poussant frénétiquement aux essais. En face, indifférence quasi générale, silence presque total de la presse sur les actions isolées de protestation en France, silence final de la conférence de Stockholm... Il est probable que les essais auront lieu, au mépris évident de la volonté de millions d'êtres humains.

Il y a d'ailleurs pire que Mururoa. Depuis des années, tueries au Vietnam, camps de concentration en Afrique du Sud; depuis des siècles, les minorités dirigeantes exploitent, bafouent, méprisent d'innombrables millions d'hommes et de femmes.

Contre l'invasion, on ne peut guère que prendre les armes, contre l'exploitation faire la grève, séquestrer les patrons, s'organiser en masse. Mais, de même que l'excès de misère engendre les révolutions, le mépris de l'homme poussé à l'extrême engendre la révolte qui, pour l'instant, reste individuelle bien qu'elle s'étende, entre autres, à la jeunesse de tous les pays.

Révolte dirigée avant tout contre la domination, ouverte ou feutrée, qu'exercent dans chaque pays les « élites » et, à l'échelle du globe, les « élites » mondiales, représentants de la civilisation occidentale appuyés sur les armées, les banques et les firmes multi-nationales.

La réprobation englobe tout ce qu'il y a de rétrograde dans les mouvements révolutionnaires « établis ». Mais la révolte spontanée et la révolution organisée vont évoluer l'une vers l'autre (on le voit déjà

aux Etats-Unis) car les jeunes révoltés se rendent compte qu'ils sont impuissants sans un minimum d'idéologie et d'organisation, et les états-majors des partis qu'il leur manque le dynamisme de la jeunesse.

Les isolés

De quoi sont faites « les masses » sinon d'hommes et de femmes doués de volontés bien individualisées? La valeur d'une « masse » n'est-elle pas fonction de la valeur des gens qui la composent? On ne peut espérer grossir nos rangs qu'en acceptant parmi nous les isolés. Mais pas n'importe lesquels : ceux qui se dressent, révoltés, contre les génocides et l'abaissement de l'homme : pacifistes dits bêtants (mais qui mordent à l'occasion), catholiques (parmi les meilleurs révolutionnaires d'Amérique latine), protestants, bouddhistes du Vietnam et du Japon, non-violents de l'Inde, tous les hippies, non-conformistes et contestataires existentiels de nos pays occidentaux... Toutes les valeurs humanistes qu'ils mettent au premier plan deviennent sans qu'on s'en aperçoive des armes révolutionnaires qui viennent compléter l'arsenal un peu défraîchi des partis traditionnels.

Il faut à ce propos revoir de près la notion d'intérêt comme motivation du révolutionnaire. Une certaine dose d'idéalisme, variable suivant les individus, n'est-elle pas un complément indispensable aux motifs matérialistes qui, pour les marxistes orthodoxes, seraient l'unique force motrice des révolutions? Ambiguïté profonde du sens qu'on veut donner au mot solidarité. Au fond, notre caractéristique à tous, organisés ou isolés, est de se mêler de ce qui ne nous regarde pas. Et en premier lieu, des « domaines réservés » de tel chef d'Etat, de tel ministre de la guerre, de tel haut spécialiste ou manager de firme multinationale.

On est loin encore du moment où l'indignation sera collective et permanente et rendra impossibles des crimes comme celui de Debré. La riposte, jusqu'ici, a été le fait d'isolés. Mais il y en a de plus en plus. Pacifistes canadiens de Greenpeace qui s'opposent par leur corps, au péril de leur vie, aux explosions projetées par Debré, dockers néo-zélandais, hommes et femmes australiens, un grand nombre de pacifistes japonais, enfin un navigateur australien solitaire, Grant Davidson. Chez nous, quelques micro-groupuscules plus ou moins non-violents enchaînés au Salon de l'Environnement, un homme seul faisant la grève de la faim et envoyant une lettre à Debré, un

Deux hommes hautement respectés, dévoués au bien-être présent et futur de l'humanité, doués de rares qualités intellectuelles et morales, sont à citer en première ligne comme victimes de l'évolution technico-scientifique du monde occidental : Frédéric Joliot-Curie et Alfred Kastler.

Le premier a découvert la fission atomique. Sa découverte, avec d'autres, a puissamment contribué à la mise au point de la première bombe atomique, au bombardement de Hiroshima et de Nagasaki. Le second a découvert le pompage optique des électrons - dont dérive directement le principe du laser, d'où le guidage des bombes larguées par les Américains sur le Nord-Vietnam, la destruction des digues du Fleuve Rouge, et la mort promise à brève échéance à un ou deux millions de paysans vietnamiens.

Les deux hommes, l'un dans sa tombe, l'autre bien vivant et actif parmi nous, se sont-ils demandés si les bienfaits encore hypothétiques des centrales nucléaires et les bienfaits purement conjecturaux des lasers compensent les conséquences que leurs découvertes ont eu ou sont sur le point d'avoir, pour les Japonais et les Vietnamiens ?

autre homme seul qui fait jeûne devant la cantine de son usine, sept objecteurs de conscience qui font jeûne, entre autres, pour la cessation des essais atomiques. Chez tous ceux-là, le sentiment profond, l'attitude de révolte, bien plus que leur doctrine ou leurs perspectives à long terme, tout en fournissant le moyen de la contestation, en constituent également le contenu. Ce sont finalement des facteurs plus durables qu'une révolution — si souvent détournée de son but — ou même que l'éventuel âge d'or post-révolutionnaire.

Les ennemis de l'homme seul

Puissances d'argent, oligarchies politico-militaires, clergés et enseignants rétrogrades... Mélasse tiède et gluante de la tolérance répressive... Laissons cela à Marx et à Marcuse. Parlons des ennemis « naturels » de l'homme seul : autorité, hiérarchie, tout ce qui fonde le mépris de l'homme. Insolente domination du savant sur l'ignorant. Terrorisme de la raison. Tant que nous resterons béats d'admiration devant une découverte, que nous avalerons sans critique le bla-bla pompeux qu'on nous sert,

les savants seront assurés de leur autorité, et de l'impunité. Ils peuvent faire leurs découvertes « pures et désintéressées » qui conduisent, entre autres, aux engins de mort qu'on va faire exploser à Mururoa, et s'en laver pieusement les mains en jetant la faute sur les techniciens, les militaires, que sais-je? Terrorisme aussi du biologiste qui joue déjà, et bientôt sur une grande échelle, avec les chromosomes de l'espèce humaine. Terrorisme du médecin sur le malade, millions ignorés « d'erreurs » médicales...

D'où vient notre impuissance devant ces sorciers? Pour répondre, il faudrait remonter loin dans l'histoire de l'humanité. Le terrorisme de la logique formelle s'est-il développé parallèlement à la structure hiérarchique de la société? Ne serait-ce pas plutôt une évolution monstrueuse propre à la civilisation occidentale, comme celle qui a abouti aux monstres de l'ère secondaire? Cette évolution sert trop bien les intérêts des minorités installées au pouvoir pour qu'on puisse y assister les bras croisés, en observateurs impartiaux. Nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus nous en laisser conter. Quant aux pays autrefois soumis par nos canonnières civilisatrices, ils ont compris depuis quelque temps les motifs camouflés de notre civilisation et ne tarderont pas à en comprendre l'essence.

Alors? Arrêter la science? Oui. Cela ne veut pas dire retourner à l'âge de Cromagnon : nous en savons bien assez. Mais s'arrêter un peu, réfléchir, au lieu de continuer tête baissée, suivant la ligne de plus grande pente, vers la destruction de tout ce qu'on aime bien dans l'homme. Nationalismes attardés. Huey Newton a lancé en 1970 la thèse de l'intercommunisme. Il faut dépasser les nationalismes, et même l'internationalisme basé sur le concept pré-existant de nation. Il faut laisser se développer à leur gré les « communautés », telle que la communauté noire aux Etats-Unis. C'est une étape pour se libérer de l'une des plus lourdes séquelles des mentalités périmées.

Le journal « Tout » réclamait l'année dernière « tout et tout de suite ». Qu'à cela ne tienne. Les jeunes ont tout à portée de main. Il suffit de le saisir. On se prend à rêver d'une armada de petits bateaux, montés par des hommes résolus à tout, envahissant le site d'un essai d'engins nucléaires, Mururoa ou tout autre. Ou encore d'une armée d'objecteurs de conscience s'opposant d'une manière non violente à une invasion étrangère. Quelquefois, il est vrai, quand l'opresseur devient trop intolérable, le peuple essentiellement non-violent réclame des armes. Ce fut le cas en Tchécoslovaquie en 1968. Et cela faillit réussir.

Sydney, Australie, 21 juin. L'ambassadeur de France en Australie a déclaré : « Même si les expériences de Mururoa devaient avoir une conséquence pour le patrimoine génétique de l'humanité, il nous faut des armes nucléaires. C'était reconnaître enfin, après plus de 20 ans, le bien-fondé de la thèse défendue par Philippe Lhéritier, professeur de génétique à l'Université de Clermont-Ferrand, qui est la suivante : « Une seule désintégration atomique, un seul électron mal placé agissant sur le matériel reproducteur de l'homme, suffit pour produire une mutation. Or les mutations sont en général défavorables à l'espèce. Il suffit donc d'un seul atome radioactif pour produire un enfant anormal. Autrement dit, il n'existe pas pour les déchets radioactifs d'effet de seuil, pas de minimum tolérable. Toute augmentation de radioactivité, quelle qu'elle soit, augmente le stock de gènes défavorables de l'humanité, donc le stock de tares héréditaires. Celles-ci, d'ailleurs, peuvent être transmises sur plusieurs générations à l'état latent avant de se révéler. »



1793

Les pièces actuelles sont dominées de loin par le très grand spectacle qu'est « 1793 » présenté à la Cartoucherie de Vincennes par le Théâtre du Soleil. De ce spectacle, qui va être joué encore jusqu'au 29 juillet et repris à partir du 12 septembre, nous pourrions reparler plus longuement. Pour l'instant, il faut surtout aller le voir. La grande idée qui s'en dégage, c'est celle qui a dominé toute la vie et l'action de Rosa Luxemburg : qu'il faut se méfier d'une révolution qui n'apporterait pas aux hommes, dans leur vie personnelle, le bonheur. « 1793 » se saisit de l'existence quotidienne d'une section parisienne, c'est-à-dire du groupement dans un quartier (celui des Halles) des hommes qui, par leur vote, envoient des délégués à la Convention — mais aussi des femmes qui vivent avant eux l'aven-

ture de la révolution menacée. A aucun moment, l'histoire — qu'il s'agisse de Paris menacé, de la victoire de Valmy, des luttes contre les mouvements réactionnaires dans le Midi et en Vendée — n'est vue autrement qu'au travers du souci créé par la hausse des prix des denrées nécessaires, par les séparations nécessaires (les hommes sont aux armées) et le froid des hivers. De construction savante, fondé sur l'enchevêtrement de formes de récit différents, le spectacle fonctionne comme une mise en garde. Le pouvoir du peuple, s'il est délégué par l'insouciance ou par paresse s'effrite. Le dernier mot est à Robespierre : « Le peuple est opprimé toutes les fois que ses députés sont indépendants de lui. Quels que soient vos députés, surveillez-les, jugez-les. » Né de 1789, procédant de lui, le spectacle ici se fait plus grave. En même temps que le bonheur du jeu, communicatif, c'est une réflexion sur notre temps qu'il propose. En cette veille des législatives, elle ne peut laisser aucune conscience politique indifférente.

Sauvons le théâtre de la Carriera

Le théâtre de la Carriera est une troupe occitane qui joue depuis trois ans « Mort et Résurrection de M. Occitania » dans les villages d'Occitanie. Elle a puissamment contribué à la renaissance du mouvement occitan et à son orientation révolutionnaire. C'est à l'heure actuelle l'une des seules troupes de théâtre effectivement populaire : les acteurs sont ouvriers agricoles et jouent uniquement dans les villages (sauf pour la tournée à Paris en février) où ils rencontrent un écho extraordinaire.

Le théâtre de la Carriera a des difficultés pour continuer à vivre, car la paie d'ouvrier agricole saisonnier ne suffit pas pour assurer, en plus de la vie de tous les jours, les déplacements, le minimum de matériel, les coups durs imprévus. Aussi, les militants occitans viennent de créer l'Association des Amis du Théâtre de la Carriera qui lance un appel à tous ceux qui tiennent à ce que l'action du théâtre occitan continue. Ecrire et envoyer l'argent à Claude ALRANO, Théâtre de la Carriera, Jonquières, 34-Gignac.

Opération vacances

MORBIHAN

Les camarades du Morbihan, souhaitent le contact et l'aide des militants du parti en vacances dans leur département. Ils proposent :

Juillet :

Contre l'aménagement touristique de la presqu'île de Rhuys.

Juillet-août :

Enquête sur l'aménagement de Quiberon et action ponctuelle sur la ZAC de Larmor-Plage.

• Les militants ayant une pratique militante sur les ZUP seront bien accueillis par les camarades de Vannes et de Lorient.

SARTHE

S'adresser à Suzanne Laloux, 447 av. Félix Geneslay, 72-Le Mans.

AQUITAINE

Les militants locaux proposent des actions sur les problèmes suivants :

- sous-développement industriel, aménagement rural et aménagement touristique en système capitaliste ;
- tourisme et spéculation foncière et immobilière ;
- tourisme de classe et tourisme populaire ;
- aménagement capitaliste et écologie ;

— qu'est-ce qu'une région économique équilibrée ;

— formes et axes de lutte contre l'idéologie bourgeoise qui pratique une politique de mystification vis-à-vis des populations locales ;

— connaissance concrète du terrain, pour assurer une riposte de masse.

Tous les militants qui passent leurs vacances dans cette région et qui désirent participer à ces luttes, doivent prendre contact dès maintenant avec Michel Toulan, av. Georges-Clemenceau, 40-Capbreton ou Jean-Claude Gillet, 85 av. du Cdt-Soubielle, 66-Perpignan.

PANTHÉON

Johnny Halliday

vu par François Reichenbach

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

VIENT DE PARAITRE

Depuis plusieurs années, François Châtelet travaille à la confection d'une histoire de la philosophie. A la suite de mai 68, plusieurs de ses collaborateurs décident que le travail militant doit avoir la priorité sur l'activité littéraire et abandonnent la tâche. F. Châtelet pense, quant à lui, que le travail déjà entrepris mérite d'être poursuivi et qu'il constitue d'une certaine façon un travail politique.

Les premiers fruits de ce travail paraissent aujourd'hui avec les deux premiers tomes, l'un sur la philosophie païenne, l'autre sur la philosophie médiévale.

Nous avons choisi de présenter cet ouvrage aux lecteurs de TS parce que pour la première fois, une œuvre de ce genre est susceptible d'en intéresser un grand nombre grâce à son souci de vulgarisation.

Ce travail n'est en aucune façon un projet dogmatique prétendant à une philosophie de l'histoire de la philosophie. C'est plus un effort pour étudier la naissance du système de concepts qui a donné à tel penseur sa place à l'intérieur de la tradition phi-

losophique. Et c'est là le mérite majeur de l'ouvrage : il allie la nécessaire présentation chronologique à une pédagogie pour se repérer dans l'espace philosophique.

Bien entendu, parler de « neutralité » dans une telle tentative n'aurait pas de sens. Mais un point mérite d'être souligné : les auteurs ont écarté toute tentative apologétique. Ils ont même choisi délibérément de ne pas faire un ouvrage homogène. Ainsi chaque philosophe est-il présenté par un de ses meilleurs connaisseurs, sans crainte d'oppositions éventuelles avec d'autres chapitres du livre. A coup sûr, la réflexion du lecteur en est stimulée : il ne sort pas de sa lecture endormi par une thèse monocolor sans cesse ressassée, ce qui était un des défauts majeurs des ouvrages précédents en la matière.

Enfin, le souci pédagogique est clairement marqué : souci de replacer chaque pensée dans son contexte historique (économique, social, culturel) ; bibliographie à la fin de chaque chapitre ; tableau synoptique de l'époque étudiée.

Quant au prix, s'il n'est pas celui d'un livre de poche, il est en tout cas très inférieur à tous les précédents ouvrages du genre. (26 F le volume.)

F. Châtelet : « Histoire de la Philosophie », 2 tomes parus. Hachette. En vente à TS.



P. Sorlin : Lénine, Trotsky, Staline 1921-1927. Armand-Colin 11 F.

J. Touchard : Front Populaire. Armand-Colin 13 F.

G. Lefranc. L'expérience du Front Populaire. PUF 9 F.

T. Barry. Guérilla en Irlande. PUF 9,80 F.

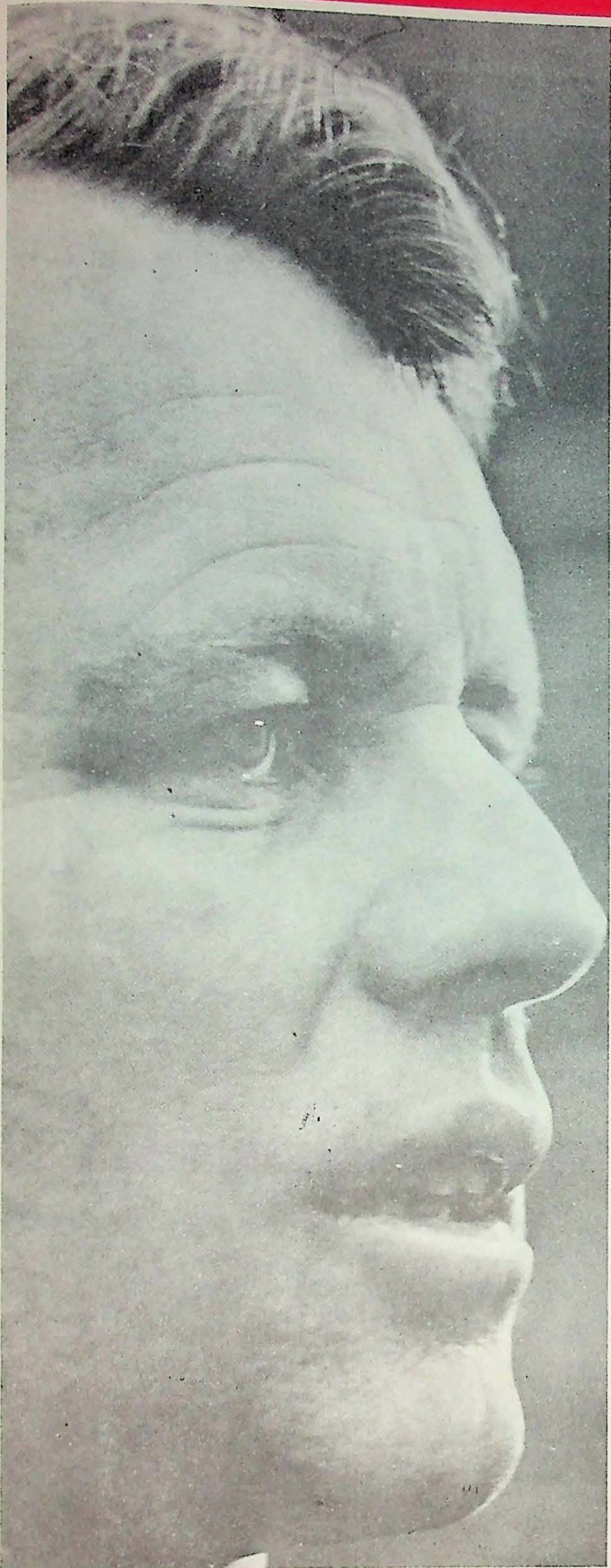


S. Schram : Mao Tsé-Toung. L'Herne 38 F.

B. Lambert : Des paysans parlent. Maspéro 5,90 F.

S. Mansholt : La lettre Mansholt. Pauvert 8,50 F.

J. et R. Medvedev : Un cas de folle. Julliard 25,50 F.



Robert Kennedy a-t-il un successeur?

Dans le numéro 542 de « T.S. », J.G. évoquait la possibilité pour Georges McGovern de devenir président des Etats-Unis et il ajoutait : « Il faut jouer la politique du meilleur possible. En l'occurrence, il s'agit d'apporter un soutien critique à McGovern en faisant tout pour que, s'il est élu, il tienne ses engagements en le forçant à être le défenseur des opprimés à défaut d'être leur leader ». Certes, McGovern attire davantage la sympathie que Richard Nixon. Certes, il se présente comme le défenseur des différentes minorités qu'opprime le système capitaliste américain. Certes — et surtout — il a pris l'engagement de mettre un terme à la guerre du Vietnam s'il est élu, et même d'aller à Hanoi pour ce faire. Et contrai-

rement à celui qu'avait pris Nixon, cet engagement-là est crédible. Voilà à coup sûr des éléments pour souhaiter la victoire d'un homme que Robert Kennedy avait qualifié de « plus correct des sénateurs ». Mais de là à dire que les révolutionnaires que nous tâchons d'être doivent soutenir un candidat qui, à tout prendre, n'est qu'un libéral soucieux de maintenir un système que selon lui, les réactionnaires mènent à sa perte — il y a un pas qui mérite une analyse un peu plus circonstanciée avant d'être (ou non) franchi.

Car qui est George McGovern ? C'est un politicien professionnel. Agé de 50 ans, fils de pasteur et bercé d'idéo-

logie puritaine et rigoureuse, ancien professeur d'histoire, il s'est fait une réputation dès ses premiers pas dans la carrière politique en enlevant, dans le Dakota du Sud, un mandat de sénateur que les républicains détenaient depuis fort longtemps. C'est un gagnant ; et il avoue lui-même : « Je suis un homme politique. Je veux d'abord gagner. »

Son programme — résumé dans le slogan « Cessez la guerre, taxez les riches » — peut paraître infiniment révolutionnaire dans la vieille citadelle de l'impérialisme mondial. En fait, elle en a vu d'autres ; car il faut savoir qu'il a toujours existé dans l'opinion américaine une tendance que l'on appelle « populiste » (1), qui se caractérise par une volonté interventionniste en faveur des plus défavorisés, par son égalitarisme emprunté à l'idéologie protestante (puritaine). Mais ce populisme (qu'incarrait dans les années 1925 le sénateur La Follette, puis avec des différences Franklin D. Roosevelt, voire John F. Kennedy), qui influence les milieux universitaires et agricoles, les petites communautés urbaines, se présente d'abord comme le meilleur moyen de sauver le libéralisme (c'est-à-dire le capitalisme) américain. Si les populistes exigent — contre le libéralisme classique, le libéralisme économique — l'intervention de l'Etat, c'est qu'ils sont persuadés que les politiques traditionnelles des démocrates et surtout des républicains, mènent le libéralisme politique des U.S.A. à sa perte.

Il n'y a donc rien de révolutionnaire, ni même de réformiste (si l'on entend par là une des idéologies du mouvement ouvrier) dans ce populisme : disons que ce sont des réformateurs. Le programme de McGovern séduit parce que, contrairement aux populistes de naguère, il est parfaitement cohérent et dépourvu de toute énumération démagogique de promesses irréalisables. Il a d'ailleurs reçu une prestigieuse caution, celle de l'économiste Vassili Léontieff qui déclarait qu'il fallait lui accorder plus d'importance qu'au « rapport sur l'état de l'Union », présenté chaque année par le président des Etats-Unis.

Candidat des marginaux, candidat marginal au départ, il lui a fallu s'organiser en dehors des structures officielles du Parti démocrate. (C'est également le cas de Wallace, qui personifie la version fascisante du populisme). Disposant d'équipes nombreuses et dévouées de volontaires, il a réalisé une des campagnes les plus méthodiques et les plus rigoureuses qui, dans l'histoire des Etats-Unis, ait permis à un candidat parti de zéro de prétendre à l'investiture d'un des deux grands partis. Mais à la limite, McGovern dispose d'un moindre soutien populaire dans les minorités qu'il aspire à représenter, que n'en avait, aux présidentielles d'il y a quatre ans, le sénateur-poète Eugène McCarthy.

McGovern for president ? C'est loin d'être impossible. Mais il doit primo pour recevoir l'investiture démocrate, et secundo pour battre Richard Nixon, jouer une carte de plus en plus centriste. Il lui faut recevoir l'appui d'une fraction au moins de l'appareil démocrate — ce qui n'ira pas sans concessions — et chaque fois qu'il veut s'opposer à Nixon, il le fait en se démarquant des « radicaux » (2) américains.

Il est vrai qu'il joue une bonne carte dans la mesure où les questions intérieures ont toujours pesé davantage dans le choix des électeurs américains que la politique extérieure — fût-elle aussi prestigieuse que les voyages à Pékin et à Moscou. En axant son programme sur une fiscalité accrue pour les riches et les grosses sociétés (ce qui ne l'empêche pas d'avoir sa campagne financée par le P.D.G. de la Rank Xerox), sur la politique sociale, les travaux publics, la question du « busing » (3), la libéralisation de la marijuana, les libertés publiques (con-

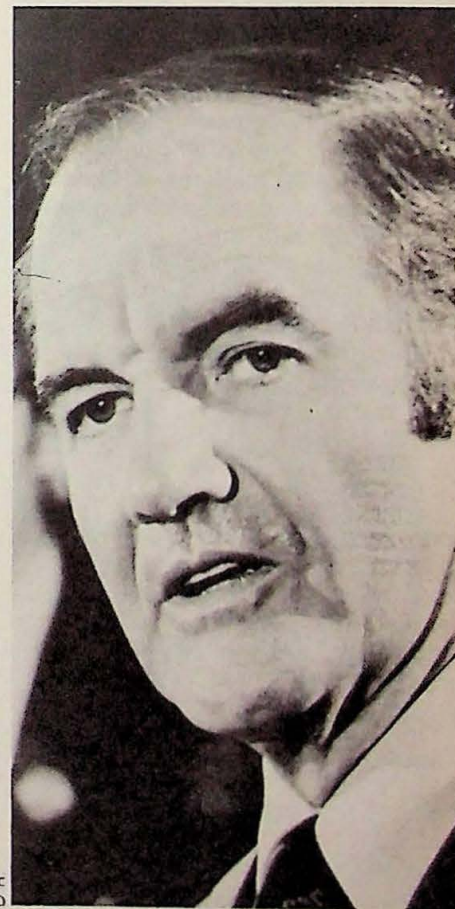
tre le F.B.I)..., il sait qu'il trouvera un écho dans les préoccupations de tous les « laissés-pour-compte » du système, qui veulent leur part de l'expansion dans le système et souhaitent d'abord que l'Etat s'intéresse un peu plus à eux. L'accession à une aisance moyenne de l'immense zone de pauvreté qui recouvre encore une large part de la population américaine (blanche ou de couleur) exige en premier lieu des moyens financiers — et donc la fin de la guerre du Vietnam. Telles sont les ambitions et la clientèle de McGovern. Comme l'expliquait Patrick Ruel dans *Politique-Hebdo* (numéro 31), il s'agit de « changer de cap » (comme c'est perfide !) « sans changer de système ». Est-ce cela que nous, révolutionnaires, nous voulons ? Avons-nous à choisir qui, de Nixon ou de McGovern, est le mieux à même de sauver — quelques soient les moyens et le prix — le capitalisme américain ? McGovern-Nixon ce n'est certes pas bonnet blanc et blanc bonnet — nos camarades vietnamiens seraient sans doute les premiers à le dire. Mais McGovern n'est pas non plus « l'Allende américain » au point qu'on puisse lui accorder même un « soutien critique ».

Thierry MORUS

(1) Il ne faut pas entendre « populiste » au sens léniniste que l'on utilise habituellement. Disons, avec d'énormes simplifications, qu'on peut comparer le populisme américain avec le radicalisme français du début du XX^e siècle.

(2) Il faut ici comprendre « radicaux » comme l'extrême-gauche révolutionnaire américaine.

(3) « Busing » : transport par bus des élèves d'une école à l'autre afin de répartir les proportions de Blancs et de Noirs dans la perspective de l'intégration raciale. Seul de tous les candidats à la candidature, McGovern s'est officiellement prononcé pour le « busing ».



« T.S. » ne paraîtra pas la semaine prochaine.

Un numéro spécial bilan paraîtra dans quinze jours.

Il sera vendu pendant tout l'été.

IRLANDE

Comment Whitelaw voit la paix

Depuis quelques semaines il est sérieusement question de discuter de la paix. Whitelaw a reçu les différentes organisations protestantes et le SDLP (1). Il a refusé de rencontrer l'IRA Provisional qui proposait une trêve de sept jours à cette occasion. Il y a plusieurs mois déjà, dans un débat télévisé Bernadette Devlin déclarait que tant que le gouvernement refuserait de discuter avec l'IRA, une solution au problème irlandais ne pourrait être trouvée.

Le SDLP qui s'était engagé à ne pas discuter avec le gouvernement tant qu'il resterait des internés en Irlande du Nord, semble adoucir sa position. Il propose de servir d'intermédiaire entre les Provisionals et Whitelaw, et d'intervenir pour mettre fin à la campagne de désobéissance civique. Ses positions liquidatrices ont attiré des commentaires favorables de la part de Lynch.

Whitelaw propose l'organisation d'élections pour les gouvernements locaux, en modifiant les zones électorales, et en instituant la représentation proportionnelle. Mais il semble ne pas être lui-même convaincu de l'efficacité de ces mesures. En effet il n'a pas abandonné l'idée d'une solution militaire, et a décidé d'envoyer un bataillon supplémentaire en Irlande du Nord. L'UDA a prolongé de quatorze jours le délai qu'elle donnait à Whitelaw pour détruire les barricades des zones libres catholiques, et il est à craindre que le SDLP aide Whitelaw à se sortir d'affaire.

D'autre part la grève de la faim que faisaient, depuis plusieurs semaines, les membres de l'IRA détenus à la prison de Crumlin Road a abouti hier. Whitelaw devant la fermeté des détenus et le soutien qui leur était accordé, a dû donner le statut politique à quatre-vingts détenus de l'IRA.

La paix juste ne semble pas être pour demain en Irlande, et les agressions permanentes de l'UDA ne permettent pas d'espérer un cessez-le-feu de l'IRA. La nécessité d'une prolongation de l'action de l'IRA apparaît dans le témoignage du « Républicain » de Ballymacarret.

P. GRESSET ■

(1) Parti travailliste social-démocrate. Il est formé de quelques députés catholiques. Il est fort peu représentatif de la population républicaine du Nord, et l'appui que lui donne Lynch (Premier ministre du Sud) prouve que l'on ne peut rien attendre de bon de lui.



D.R.

UN CATHOLIQUE DE BELFAST TÉMOIGNE

Il y a quatre semaines les loyalistes ont garé une camionnette chargée d'explosifs à Mountpottinger Road... L'armée britannique n'a pu désamorcer les explosifs et fit évacuer les environs et provoqua l'explosion. Des gens du quartier avaient essayé de conduire la camionnette en dehors du quartier, mais les soldats les en empêchèrent. Environ douze maisons furent détruites et quarante à soixante personnes sont sans logement.

Il y a trois semaines les loyalistes laissèrent une voiture chargée d'une bombe près de Short Strand. Les républicains du quartier furent appelés, et alors qu'ils poussaient la voiture, la bombe explosa et tua huit personnes dont deux femmes. La bombe était très puissante et vingt à trente maisons furent démolies. Il a fallu retrouver un logement pour les familles. L'armée et la police firent un communiqué disant que la bombe avait été posée par l'IRA. On a été assez étonné, car quatre des morts étaient des membres de l'IRA.

Il y a deux semaines une autre voiture piégée était placée devant le Pub. Aucun avertissement n'avait été donné... J'étais à trois mètres du mur et j'ai été brûlé au visage,

aux bras et au dos. Quarante-sept personnes furent blessées...

La nuit dernière les loyalistes ont encore essayé d'envahir le quartier mais on les a repoussés avec des pierres, des bouteilles (et quelques coups de feu). L'armée britannique est intervenue et nous sommes retirés, mais pas les loyalistes. De violents combats ont continué toute la nuit entre l'armée et les protestants. Beaucoup de coups de feu ont été tirés sur l'armée par les loyalistes, mais la presse l'a démenti et a dit que nous, (une population de 2.500) avions essayé de sortir les protestants (60.000) de leurs maisons. Une nouvelle organisation, l'UDA, a été formée par les loyalistes. Ils portent des uniformes militaires et patrouillent ouvertement dans les rues. Presque tous les week-end ils bloquent les rues principales et défilent dans le centre de la ville. Parfois ils défilent autour du quartier pour nous impressionner par leur nombre et par leur force. Les autorités voient ça, mais ne prennent aucune mesure pour l'empêcher, mais, si l'un de nos jeunes crie un slogan, il est arrêté...

Hier, l'IRA a proposé des conversations de paix à Whitelaw, mais

il les a traités de bandits et d'assassins et a refusé de les rencontrer. Le même jour il recevait les chefs de l'UDA qui sont responsables de la mort de douzaines des nôtres.

Bernadette Devlin dit : « Les Anglais ne veulent pas la paix. Ils veulent la reddition complète ». Bien sûr, toutes ces rencontres pour la paix ne veulent pas dire que l'IRA est finie en tant que force de combat. Ils se rendent compte que les gens au nord souffrent beaucoup, et ils essaient d'obtenir pour eux la paix avec justice et le droit de gouverner leur propre destinée dans une République socialiste. Mais si les Anglais ne veulent pas reconnaître leurs demandes, les chefs de l'IRA disent qu'ils peuvent continuer le combat pendant longtemps car ils ont plus d'aide et de ressources qu'il en ont jamais eues.

Certains commerçants du quartier sachant que nous ne pouvons acheter la nourriture en dehors du quartier ont augmenté les prix. Les républicains du quartier achètent donc la nourriture en gros et la revendent au prix d'achat. C'est peut-être le commencement d'une coopérative ou d'une commune ? ... Ne prêtez pas trop d'attention au cessez-le-feu des Officials. Il n'a rien changé puisqu'ils n'ont que rarement fait quelque chose. Il sont contents de s'asseoir en retrait et de critiquer ce que font les Provisionals, en jouant à la politique...